

LE RÔLE DES COMPTES NATIONAUX DANS LES ECONOMIES PLANIFIEES DE TYPE SOVIETIQUE

par Jan Marczewski

*Professeur agrégé à la Faculté de Droit de Caen et à l'Institut
d'Etudes Politiques de Paris*

INTRODUCTION

De façon très générale le rôle des comptes nationaux dans une économie de type occidental peut être caractérisé en trois points :

1°) fournir le cadre d'une description systématique et cohérente du passé;

2°) dégager une série de grandeurs interdépendantes de référence par rapport auxquelles peut être apprécié quantitativement et qualitativement le développement de l'économie nationale;

3°) assurer la cohérence comptable des prévisions portant sur l'avenir immédiat.

La description du passé obtenue à l'aide des comptes nationaux présente les avantages suivants :

1°) Elle est, ou plus précisément peut être, intégrale, en ce sens qu'elle porte en principe sur l'ensemble des activités économiques de la nation.

2°) Elle peut être aussi précise qu'on voudra, puisqu'elle admet une infinie divisibilité des sujets (c'est-à-dire des centres de décisions) et des objets (c'est-à-dire des transactions) des comptes.

3°) Elle aboutit à des résultats comparables dans le temps et dans l'espace dans toute la mesure où les grandeurs économiques peuvent être considérées comme comparables.

4°) Elle se prête à l'expression des relations d'interdépendance propres à l'univers économique.

5°) Par la combinaison de toutes les qualités précédentes, elle permet de construire des modèles opérationnels susceptibles de servir à toute forme d'expérimentations économiques.

Ce dernier avantage de la comptabilité nationale en fait un instrument particulièrement précieux en permettant de se rendre compte par avance de toutes les conséquences probables d'une variation prédéterminée intervenant en un point quelconque du système. Cependant, pour remplir ce rôle, l'étude des relations comptables, déduites de la comptabilité nationale, doit être

complétée par celle des relations de structure qui peuvent elles mêmes être classées en 4 catégories :

1) relations technico-économiques permettant de tenir compte des contraintes techniques qui s'imposent lors du passage d'un ensemble de biens à un autre ;

2) relations de comportement qui décrivent les réactions probables des sujets économiques aux modifications intervenant dans le système ;

3) relations institutionnelles exprimant les liaisons commandées par la superstructure juridique (par ex. relation entre le revenu et les impôts directs).

4) relations entre les intensités respectives des flux monétaires et des flux réels, c'est-à-dire les prix. Dans le modèle où le modèle prévisionnel doit rendre compte des conditions nécessaires au maintien de l'équilibre, les prix sont généralement supposés constants.

Quant aux phénomènes exogènes au système, qui forment autant de variables indépendantes en fonction desquelles se déterminent les inconnues du système, ils peuvent être classés en :

1°) variables imprévisibles ne pouvant faire l'objet que d'hypothèses plus ou moins fondées (ex. les conditions atmosphériques, politique de l'étranger, etc.) ;

2°) variables prévisibles, c'est-à-dire pouvant donner lieu à une estimation statistique approximative de par leur caractère répétable ou continu (ex. risques assurables de production, population, etc.) ;

3°) variables politiques qui dépendent du choix des centres de décision auxquels l'on accorde le rôle de sujets dominants dans le système.

Les 'prévisions' que le système permet d'obtenir sont donc soumises à une triple réserve :

1°) elles ne sont valables que dans la mesure où la structure décrite par les relations retenues et les estimations des variables prévisibles correspondent à la structure réelle ;

2°) elles ne sont valables que si les hypothèses de départ portant sur les variables imprévisibles se vérifient ;

3°) elles ne sont valables que pour les valeurs choisies des variables politiques.

Le rôle principal des comptes nationaux dans une économie de type occidental est donc essentiellement de rendre plus rationnels les choix des agents économiques dominants en leur

fournissant le maximum d'informations sur les conséquences probables de ces choix dans les conditions données de structure.

En quoi le caractère planifié de l'économie est-il susceptible de modifier ce rôle du point de vue théorique et pratique? Telle est la question à laquelle nous nous efforcerons de répondre au cours de cet exposé.

Ainsi posée cette question présente une importance certaine. La réponse doit pouvoir nous éclairer sur le caractère contingent, ou au contraire, général, de la technique que nous étudions, au stade actuel de développement des économies modernes. Elle devrait également contribuer à dissiper les malentendus qui sont à l'origine de la querelle entre les partisans et les adversaires des quantités globales. Enfin et surtout, elle devrait jeter quelques lumières sur les différences et les analogies fondamentales qui existent entre les deux systèmes de gestion économique nationale qui se disputent le monde.

De même que dans les pays occidentaux, les comptes nationaux des économies du type soviétique se répartissent en deux grandes catégories :

1°) les comptes portant sur le passé ou comptes rétrospectifs;

2°) les comptes portant sur l'avenir (avenir immédiat qui se confond partiellement avec le présent ou avenir plus lointain).

Le rôle des comptes rétrospectifs est en principe – et sous réserve de ce que nous dirons ultérieurement – identique à celui qu'ils jouent dans les économies occidentales. Ils ont essentiellement pour but de décrire d'une façon systématique et cohérente la situation de départ, considérée non point comme une structure immobile, statique, mais comme un ensemble de grandeurs dynamiques et interdépendantes observées pendant un certain nombre de périodes successives.

En revanche, le rôle des comptes portant sur l'avenir, qui à l'Occident reçoivent fréquemment le nom de comptes ou modèles prévisionnels, semble être à première vue fondamentalement différent dans les économies du type soviétique. Ces comptes ne sont pas établis afin de *prévoir* l'évolution future de l'économie en fonction d'un certain nombre d'hypothèses plausibles et des différentes politiques possibles. Ils constituent un *programme d'action* qu'il s'agit de remplir, en dépit des obstacles prévisibles et imprévisibles qui peuvent surgir au cours de l'exécution du plan économique national. Les comptes portant sur l'avenir sont donc eux-mêmes de véritables plans.

La compatibilité des comptes prévisionnels de type occidental n'est assurée d'une façon exhaustive que dans l'espace formel des relations comptables. Toutes les autres relations entre les grandeurs du système, relations technico-économiques, relations institutionnelles, prix, comportement des différents centres de décision, font l'objet d'estimations statistiques qui, au mieux, en dégagent les valeurs les plus probables. Il suffit d'une erreur si minime qu'elle soit dans l'une de ces estimations, pour provoquer, par le jeu de l'interdépendance et des mouvements cumulatifs, une modification substantielle de l'image finale décrite par le modèle. Le modèle n'est donc valable qu'au moment précis où il est construit pour rationaliser les choix de politique économique. Il devrait être constamment révisé, pour tenir compte des modifications qui interviennent au cours de son fonctionnement, puisque chacune de ces modifications engendre un mouvement imprévu qui a tendance à se propager dans l'ensemble du système, mettant ainsi en question un grand nombre d'hypothèses de départ.

La compatibilité des comptes planifiés du type soviétique repose également sur un ensemble de relations comptables, technico-économiques, institutionnelles, prix et comportements. A ces éléments indispensables s'ajoute cependant la force de contrainte résultant du caractère impératif du plan. A quelques exceptions près – dont nous aurons l'occasion de parler ultérieurement – les relations qui constituent les différents plans sont des buts à atteindre. Ces buts sont en principe fixés de façon à concilier le caractère mobilisateur et stimulateur du plan avec les possibilités physiques d'exécution. Et, bien qu'il soit vain de prétendre que tous les objectifs du plan sont toujours atteints, il est indiscutable qu'il en résulte une tendance à la convergence des résultats vers les grandeurs planifiées. Cette convergence, contrairement à ce qui se passe dans les économies occidentales, contribue à amortir les répercussions des déviations locales.

Il serait cependant faux de réduire le rôle des comptes nationaux prospectifs à celui de plans à exécuter. Je risquerai même l'affirmation que la fonction principale des comptes nationaux prospectifs prend fin au moment précis où, ayant reçu la consécration officielle du gouvernement, ils acquièrent la force exécutoire des plans impératifs. Ce qui constitue, en effet, la fonction la plus spécifique des comptes nationaux

prospectifs – et cela tant dans le système occidental que dans les économies du type soviétique – est le rôle qu'ils jouent pendant leur élaboration. C'est pendant cette élaboration qu'apparaît la distinction fondamentale entre les variables politiques, qui dépendent directement des choix du gouvernement, et l'ensemble des autres variables qui échappent à l'action direct des pouvoirs publics, soit parce qu'elles sont des variables indépendantes, déterminées par des facteurs sur lesquels les pouvoirs publics ne peuvent point agir (par ex. les conditions atmosphériques ou les prix des produits importés), soit parce qu'elles sont des variables dépendantes résultant de l'ensemble des données du système (par ex. les revenus ou les prix dans le système libéral). L'estimation des variables indépendantes prévisibles et l'établissement d'hypothèses plausibles portant sur les variables indépendantes imprévisibles, d'une part, la fixation des variables dépendantes considérées comme autant d'objectifs à atteindre, d'autre part, permettent alors de calculer les valeurs qu'il faudrait donner aux variables politiques 'instrumentales'¹ pour réaliser les objectifs souhaités. Mais, comme généralement les variables politiques ne peuvent pas prendre n'importe quelle valeur (par ex. le taux de l'impôt direct est une variable politique, mais il n'en résulte pas que l'on puisse lui donner une valeur égale ou supérieure au revenu), on sera conduit le plus souvent à opérer un choix entre les objectifs à atteindre et les valeurs considérées comme possibles des variables politiques. Le rôle essentiel des comptes prospectifs est précisément de rendre possible ce choix, en pleine connaissance de l'interdépendance qui existe entre les variables politiques instrumentales et les objectifs. Par des réductions successives des objectifs, on pourra ramener les valeurs des variables politiques à un niveau accessible et obtenir ainsi un ou plusieurs systèmes cohérents et réalisables qui pourront être soumis à la décision du gouvernement. L'élaboration des comptes prospectifs n'est donc pas une simple opération technique consistant à résoudre un système de n équations à n inconnues. Il n'en serait ainsi que dans le cas où il n'y aurait ni objectifs à atteindre ni variables politiques et où le système ne servirait qu'à extrapoler les trends observés statistiquement, ce qui ne serait concevable que dans un régime intégralement libéral de concurrence pure.

¹ Tinbergen, p. 171 (49), *Observation*: Les nombres entre parenthèses placés après les noms d'auteurs renvoient aux indications bibliographique se trouvant à la fin de l'article.

L'existence des objectifs et des variables politiques donne à l'élaboration des comptes prospectifs un caractère actif en les faisant participer à la préparation de la décision finale du gouvernement. Il est évident que ce rôle actif est d'autant plus important que le nombre des variables politiques est élevée. On peut donc constater dès maintenant que dans les économies du type soviétique, où les variables politiques soumises à l'action directe de l'Etat sont beaucoup plus nombreuses qu'en Occident et où, pour ainsi dire, il n'y a guère de variables dépendantes qui ne soient élevées au rang d'objectifs fixés à l'avance, le rôle des comptes prospectifs pendant leur élaboration sera d'une importance primordiale pour la politique économique.

Tout comme dans les pays occidentaux, les structures formelles des comptes rétrospectifs et prospectifs dans les comptabilités nationales de type soviétique sont identiques. Ce qui s'explique par le fait qu'une des fonctions essentielles des comptes rétrospectifs est de préparer la construction des comptes prospectifs et d'assurer le contrôle de leur exécution en tant que plans.

Les comptes nationaux portent généralement, dans les pays de type soviétique, le nom de 'balances'. Ces balances peuvent être réparties tout d'abord en deux grandes catégories:

- 1°) les balances en nature;
- 2°) les balances en valeur.

Les balances en nature ont essentiellement pour but de coordonner la répartition des facteurs productifs en fonction des objectifs du plan qui doivent eux-mêmes être ajustés aux possibilités naturelles et techniques dont dispose la nation. Elles se divisent en balances de main-d'oeuvre, balances de capacités productives et balances de matières.

Les balances en valeur assurent la cohésion de l'ensemble du système. Elles comprennent:

- 1°) des balances du produit global qui relient les comptabilités en nature et les comptabilités en valeur;
- 2°) des balances du revenu national qui expriment l'efficacité globale de la production et sa répartition entre les différents emplois et les différentes classes sociales;

3°) des balances des revenus et des dépenses qui permettent de contrôler l'équilibre entre les flux réels et les flux monétaires.

Le tableau I donne une vue synthétique, très simplifiée d'ailleurs, de l'ensemble de ces balances que nous étudierons maintenant dans l'ordre même de leur énumération.

I. LES BALANCES EN NATURE

1. *Les Balances de main-d'oeuvre*¹

Dans une économie planifiée qui se propose la maximisation du produit social – quel que soit d'ailleurs le système des préférences servant de base à l'appréciation de ce produit – les disponibilités en facteur travail de qualité déterminée constituent, pour un niveau technique donné, la limite infranchissable des possibilités de production. Il n'est donc pas étonnant que les balances de main-d'oeuvre occupent une place particulièrement importante dans l'ensemble des comptes nationaux des économies de type soviétique.

Comme tous les autres comptes nationaux, les balances de main-d'oeuvre portent sur le passé, le présent et l'avenir.

Les balances prospectives sont élaborées à partir des balances rétrospectives, compte tenu des objectifs du plan économique et de l'accroissement calculé des disponibilités en main-d'oeuvre de différentes qualités.²

Ces deux formes de balances présentent des nombreuses ventilations qui ont pour but de répondre aux diverses questions ayant trait à l'emploi de la main-d'oeuvre. Les principales de ces ventilations sont :

- 1°) la répartition par sexe et âge;
- 2°) le répartition par origine sociale de la main-d'oeuvre en formation;
- 3°) la répartition par branches d'industrie avec spécification des qualifications professionnelles;
- 4°) la répartition territoriale.

Ces diverses répartitions sont d'ailleurs généralement combinées en tableau à plusieurs entrées.

¹ L'essentiel des renseignements contenus dans cette section sont tirés de l'ouvrage de M. Sonin (45).

² Il ne faut pas en conclure que les balances de main-d'oeuvre soient déterminées unilatéralement par le plan économique. En réalité l'influence est réciproque. Voir à ce sujet la section, II.

TABLEAU I

Tableau Synthétique et Simplifié de la comptabilité Nationale de type Soviétique
(Toutes ces balances sont établies pour l'année écoulée, l'année en cours et l'année planifiée)

I Balances en nature (en unités physiques)	1. Main d'oeuvre	a) Jeunes gens de 14-19 ans (garç. et filles villes et campagnes	14-15 ans	Rayons	Ressources	Besoins locaux	Industrie, construction, transport		
		b) Ressources et besoins de main- d'oeuvre (homme et femmes séparément	16-17 ans	Régions		Permanents		Solde positif ou négatif	Préparation des cadres Agriculture
			18-19 ans	Pays					
	2. Matières	a) Moyens de prod.	Ressources de kolkhoses par régions	Besoins des kolkhoses par régions	Besoins Républiq.	Permanents	<i>Ressources:</i> Production (par pro- ducteurs) Importations Restes (par producteurs) Autres sources	<i>Répartition:</i> Exploitation industrielle Construction Equipement Commercialisat Exportations Réserves d'Etat Réserves du Conseil Pertes	
			Ecoles par régions et types	Besoins d'autres activités par régions ministères et et professions	Permanents	Saisonniers			
		b) Objets de consomm.	Autres activités par régions, industries, professions	Matériaux Combustibles Denrées agric. brutes Construct. Equipments	1600 produits essentiels considérés séparément suivant le schéma à droite	Marchandises ¹⁾			

II
Balances
en valeur
(en prix
courants et
en prix
comparables)

1. Produit
global
(c+v+m)

Industrie
Construc-
Agric. Cult.
Transport de
march.
Communica-
tions productives
Commerce (serv.
productifs
seulement)
Autres product.
matérielles
Restaurants
Banques (serv.
productifs
seulement)

Formes de
la propriété:
Etat
Coopératives
Producteurs
individuels:

Moyens de
production
(A)

Objets de
consommation
(B)

Consommation
(c)

Accumulation
Consommat
Accumulation

Pertes

Fonds
d'accumulation

Fonds de
consommation

par ministères

long terme
court terme
caisse
Agricole
Non agricole

Industries
de moyens
de production
(I)
Industries
d'objets de
consommat.
(II)
Fonds fixes
Fonds roulem.
Individuelle
Collective
Stocks des entre-
prises
Réserves d'Etat

Fonds fixes
(amortissements)
Fonds de roulement
Fonds fixes
(amortiss.)
Fonds de roulement

Revenu
National
(v+m)

2. Revenu
national
(v+m)

Par branches
et formes de
propriété
comme le
produit global

Fonds de
salaires,
assur. sociales
(v)

Plus-value:
(m):
profits des
entreprises
impôt chiffre
d'affaires

par ministères

Fonds fixes:
productifs
improductifs
Fonds de
roulement
Individuelle:
civils
militaires
Collective:
Etat
Ecoles
Besoins:
sociaux
culturels
Défense nation.

3. Balances
des
recettes
et des
dépenses

Organisat
economiq. d'Etat
Budget d'Etat
Coopératives
Banques
(crédits)

par régions

par républiques
régions
régions

Population

régions

Par classes
sociales

¹⁾ Subdivisées en denrées alimentaires et produits industriels.

Etant donné que les balances nationales de main-d'oeuvre résultent des consolidations successives des balances territoriales des rayons, régions, pays, républiques, (ou autres divisions analogues dans les pays de démocratie populaire), il semble logique de commencer par l'étude des balances régionales.

La première tâche est de déterminer l'accroissement de la main-d'oeuvre rendue disponible par l'arrivée de jeunes à l'âge de travailler.

TABLEAU II

Balance territoriale de la jeunesse. Répartition de la jeunesse du sexe masculin (féminin), âgée de 16-17 (17-18 etc) suivant ses occupations

Ressources	Nombre au début de la période planifiée		Nombre à la fin de la période planifiée	
	Ville	Campagne	Ville	Campagne
I. Nombre total des jeunes .				
<i>Répartition</i>				
1. A l'école secondaire ou technique .				
2. Aux écoles de réserves d'Etat de la main-d'oeuvre ¹ .				
3. Travailleurs des entreprises et des offices .				
4. Travailleurs des coopératives industrielles .				
5. Travailleurs des kolkhoses .				
6. Occupés aux études et au travail, total (1+2+3+4+5)				
7. Occupés à la maison (1-6) .				
<i>Besoins complémentaires de cadres de jeunes pour la période planifiée</i>				
1. Pour l'industrie, construction et transport .				
2. Pour compléter le système de la préparation des cadres .				
3. Pour l'agriculture .				
<i>Couverture des besoins de cadres de jeunes à partir des ressources propres de la région</i>				
dont au compte de la préparation des cadres .				
<i>Possibilités de dégager un excédent de jeunes pour d'autres régions, pays ou républiques</i>				

¹ Ecoles F.Z.O. = écoles d'apprentissage industriel.

Cette tâche est réalisée par le moyen des balances territoriales de la jeunesse qui sont établies séparément pour garçons et filles et par groupes d'âge de 14-15, 16-17, 18-19 ans.

Tableau II (page 176) en donne un exemple fourni par Sonin, p. 11 (45).

Le but de cette balance est donc, d'une part, de dégager les ressources actuelles et prospectives de la région en main-d'oeuvre d'un âge donné, et d'autre part, de déterminer les surplus éventuels de la région disponibles pour l'emploi dans d'autres régions.

La balance de la jeunesse sert aussi - et ce n'est pas son

TABLEAU III

Quantité de main-d'oeuvre employée et besoins complémentaires en main-d'oeuvre par branches et par région (ou pays ou république)

Branches de l'économie nationale	Nombre d'ouvriers et d'employés à la fin de l'année						Besoins complémentaires en ouvriers pendant l'année . . . planifiée		
	Année . . . (passée)		Année . . . (en cours)		Année . . . (planifiée)		pour accroître le nombre total de main-d'oeuvre	pour remplacer les sorties	Total
	Total	dont-ville	Total	dont-ville	Total	dont-ville			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

Ouvriers et employés des entreprises et des offices d'Etat, total .
dont:

- a) Industrie . . .
- b) Construction . . .
- c) Transport et communications .
- d) Sovkhoses, M.T.S. et exploitations auxiliaires . . .
- e) Commerce, préparation approvisionnement . . .
- f) Alimentation collective . . .
- g) Habitat et économie communale . . .
- h) Offices d'Etat et organisations sociales . . .
- i) Hygiène et éducation . . .
- j) Autres . . .

moindre rôle – à déterminer les proportions convenables dans la répartition de la jeunesse entre l'école secondaire ou technique, qui prépare les cadres, les écoles des réserves d'Etat, qui préparent des ouvriers qualifiés, et l'orientation des jeunes travailleurs ayant reçu une instruction primaire.

Mais la balance de la jeunesse n'est évidemment qu'un document préparatoire à l'établissement d'une véritable balance des ressources et des besoins d'une région en main-d'oeuvre de différentes qualités. Elle est donc suivie par toute une série d'autres documents de portée territoriale.

La colonne 8 représente la différence entre la colonne 6 et la colonne 4. La colonne 6 indique la quantité de main-d'oeuvre résultant du plan pour l'année suivante, calculée à l'aide des normes moyennes progressives de la productivité du travail.¹ La colonne 4 contient l'estimation de la quantité de main-d'oeuvre à la fin de l'année en cours. La balance de la main-d'oeuvre est, en effet, établie au mois de juillet de l'année qui précède l'année planifiée. La colonne 8 définit donc les besoins nets des branches particulières de la région en main-d'oeuvre additionnelle. La colonne 9 donne l'estimation des sorties de main-d'oeuvre pour cause de décès, retraites, appels au service militaire, enseignement complémentaire, etc. La somme des colonnes 8 et 9 représente les besoins totaux en main-d'oeuvre. Il s'agit maintenant de comparer ces besoins aux ressources de la région. Ce travail est fait en premier lieu pour l'industrie, la construction et les transports.

Dans ses colonnes 2, 4 et 6 le tableau ci-dessus reprend les colonnes 2, 4 et 6 du tableau précédent en ce qui concerne les principales entreprises régionales de l'industrie, de la construction et des transports, groupées selon les ministères auxquels elles appartiennent. Il prépare ainsi la consolidation de la balance de la main-d'oeuvre à l'échelon national par ministères. D'autre part, dans les colonnes 3, 5, 7 sont mises à part les productions essentielles. Conformément au principe général de la planification soviétique, qui est une planification hiérarchisée, la colonne 8, qui indique les besoins complémentaires en main-d'oeuvre, représente uniquement les besoins des productions essentielles. Ces besoins sont couverts par la main d'oeuvre

¹ Les normes moyennes progressives sont établies à un niveau intermédiaire entre les normes des établissements les plus avancés et la moyenne arithmétique des normes réalisées jusqu'ici dans la branche, voir JOFFE, p. 78 (13).

TABLEAU IV

Compte des besoins complémentaires en main-d'oeuvre dans l'industrie, la construction et les transports de la région (pays républicain de..... pour l'année.....)

	Nombre d'ouvriers et d'employés à la fin de l'année										
	Année (passée)		Année (en cours)		Année (planifiée)		Besoins complémentaires en main-d'oeuvre pour l'année planifiée	Sources de main-d'oeuvre complémentaire			
	Total	dont productions essentielles	Total	dont productions essentielles	Total	dont productions essentielles		Ecoles des réserves d'Etat	Ecoles artisanales et de ch. de fer	Recrutement organisé à la campagne	Aménagement de la m.-d'o. des villes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
<i>Industrie</i>											
Total pour la région											
dont:											
Ministère de.....											
dont entreprises principales											
.....											
.....											
Ministère de.....											
dont entreprises principales											
.....											
.....											
<i>Construction</i>											
Total pour la région											
dont:											
Ministère de.....											
dont entreprises principales											
.....											
.....											
<i>Transports, etc.</i>											

TABLEAU V
Compte des besoins en main-d'oeuvre saisonnière pour l'année.....dans la région de.....
 (pays, république)

Branches saisonnères	Année en cours (réalisation attendue)					Année planifiée				
	nombre moyen des travail- leurs	nombre maximum des travail- leurs	dont		sources des tra- vailleurs saison- niers	nombre moyen des travail- leurs	nombre maximum des travail- leurs	dont		sources des tra- vailleurs saison- niers
			travail- leurs perma- nents	travail- leurs saison- niers				travail- leurs perma- nents	travail- leurs saison- niers	
Industrie forestière .										
Flottage du bois . .										
Tourbières . . .										
Pêche . . .										
Betterave sucrière .										
Raffineries de sucre .										

Observation: Indiquer les dates du début et de la fin de la saison, ainsi que les périodes d'intensité maximum des travaux.

Ces besoins saisonniers vont être satisfaits par la main-d'oeuvre saisonnière des kolkhoses. Dans ce but il est nécessaire de déterminer tout d'abord les besoins propres en main-d'oeuvre des kolkhoses.

TABLEAU VI
Comptes des dépenses de travail des kolkhoses pour l'année.....

	Année passée			Année en cours			Année planifiée		
	Année entière	Trimestre de dépense maximum	Mois de dépense maximum	Année entière	Trimestre de dépense maximum	Mois de dépense maximum	Année entière	Trimestre de dépense maximum	Mois de dépense maximum
Dépense de travail en milliers de journées théoriques de travail (troudodni):									
a) production végétale . . .									
b) production animale . . .									
c) construction . . .									
d) entreprises et ateliers . .									
e) offices culturels et sociaux . . .									
f) administration . . .									
g) autres travaux . . .									
Total:									
1) en milliers de troudodni									
2) en milliers de journées effectives de travail									

Les besoins en main-d'oeuvre ainsi calculés sont ensuite comparés aux ressources propres des kolkhoses, ce qui permet de dégager les excédents permanents et saisonniers utilisables dans d'autres branches ou d'autres régions.

TABLEAU VII

Balance de la main-d'oeuvre dans les kolkhoses

	Année passée			Année en cours			Année planifiée		
	Année entière	Maximum trimestriel	Maximum mensuel	Année entière	Maximum trimestriel	Maximum mensuel	Année entière	Maximum trimestriel	Maximum mensuel
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Population active totale des kolkhoses dont:									
Travailleurs des M.T.S. des sovkhoses, soviets de village et autres offices et entreprises d'Etat.									
<i>Ressources en main-d'oeuvre des kolkhoses</i>									
1. Population active disponible de 14-59 ans (hommes) et de 14-54 ans (femmes)									
2. Population d'âge supérieur participant aux travaux des kolkhoses									
3. Jeunesse de 12 à 13 ans participant aux travaux des kolkhoses									
Total des ressources									
<i>Emploi des ressources en main-d'oeuvre</i>									
1. Dépense de travail dans l'exploitation kolkhosienne:									
en milliers de troudodni									
en milliers de journées de travail									
en milliers de travailleurs									
2. Population active occupée dans les exploitations individuelles et à la construction de maisons de kolkhosiens									
dont:									
kolkhosiens qui pourraient être utilisés au travail en dehors du kolkhose:									
a) travail permanent dans l'industrie, construction, transport									
b) travail saisonnier									

nouvelle dont les sources sont énumérées dans les colonnes 9, 10, 11 et 12. Les colonnes 9 et 10 sont créditées par le débit de la balance régionale de la jeunesse. La colonne 11 est liée à la balance de main-d'oeuvre des kolkhoses (v. infra). La colonne 12 est créditée, entre autres sources, par les excédents de la colonne 2 sur la colonne 6 (ce qui se produit quand le plan prévoit non pas un accroissement mais une diminution de la main-d'oeuvre). Ces excédents ne sont pas déduits de la colonne 8 qui ne tient compte que des accroissements nécessaires.

A côté des besoins en main-d'oeuvre permanente, certaines branches d'activité ont des besoins saisonniers qu'il importe de satisfaire par une main-d'oeuvre elle-même saisonnière, afin d'éviter l'existence de travailleurs insuffisamment occupés pendant une bonne partie de l'année.

Nous retrouvons donc dans la balance de la main-d'oeuvre des kolkhoses les sources de la main-d'oeuvre permanente et saisonnière dont nous avons constaté le besoin dans les tableaux précédents. Mais il se peut aussi que, pendant la période de gros travaux saisonniers, certains kolkhoses manquent de main-d'oeuvre. Dans ce cas, on a recours en premier lieu à la population non-active du village, puis à celle des villes voisines, aux élèves, étudiants, etc. Si ces mesures ne suffisent pas pour répondre aux besoins de pointe, on doit envisager une redistribution de la population agricole.

La redistribution de la population agricole doit en principe faire l'objet de plans à long terme et être harmonisée avec les plans de construction de maisons, écoles, etc.

Toutes les balances particulières de main-d'oeuvre que nous venons d'examiner sont consolidées en une balance régionale générale.

Pour procéder à cette consolidation, il est indispensable d'ajouter aux comptes étudiés précédemment les comptes des étudiants, des travailleurs des coopératives et des paysans individuels. De même que les comptes précédents, ceux-ci doivent être établis sur la base des normes moyennes progressives de la productivité du travail.

La construction des balances nationales de main-d'oeuvre se fait par la consolidation des comptes régionaux des besoins complémentaires en main-d'oeuvre dans l'industrie, la construction et les transports (voir le Tableau IV), présentés par ministères et subdivisés par trimestres.

TABLEAU VIII

*Balance consolidée de la main-d'oeuvre pour la région de
et pour l'année de*

	Au I janvier de l'année à venir (donc à la fin de l'année en cours)			Au I janvier de l'année suivante (à la fin de l'année planifiée)		
	Total	Ville	Cam- pagne	Total	Ville	Cam- pagne
I. Ressources en main-d'oeuvre						
Nombre de la population en âge de travailler ¹						
Population plus âgée prenant part aux travaux						
Recrutement dans les campagnes pour le travail permanent dans les villes						
Total des ressources						
II. Répartition des ressources						
1. Ouvriers et employés des entreprises et offices d'Etat						
2. Ouvriers saisonniers (pendant la période du maximum de travail dans les kolkhoses)						
3. Ouvriers des coopératives industrielles						
4. Kolkhosiens (pendant la période de travail maximum)						
5. Elèves de 14 ans et plus						
dont:						
ceux qui travaillent dans les kolkhoses pendant la période de travail maximum						
6. Autres catégories de population active (paysans et artisans individuels)						
7. Occupés dans les exploitations individuelles et à la construction de maisons de kolkhosiens						
Total de la répartition						
III. Besoins complémentaires en main-d'oeuvre pour l'année . . .						
1. Dans l'industrie, construction et transports						
2. Pour les travaux saisonniers pendant la période de maximum de travail dans les kolkhoses						
3. Pour compléter le système de la préparation des cadres						
4. Pour la production agricole						
IV. Couverture des besoins complémentaires à partir des ressources propres de la région						
dont au compte de la préparation des cadres						
V. Possibilités de dégager des excédents en faveur d'autres régions						

¹ Dans les villes: hommes de 14 à 54 ans, femmes de 14 à 49 ans; dans les kolkhoses: hommes 14-59 ans, femmes 14-54 ans.

TABLEAU IX

Balance et plan de la répartition de la main-d'oeuvre pour la production industrielle, la construction et les transports par ministères

Ministères et offices	Année.....						
	Besoins complémentaires en main-d'oeuvre			Sources de recrutement			
	Total	dont:		Ecoles artisanales	Aménagement de la main-d'oeuvre des villes	Recrutement organisé à la campagne	Autres sources
industrie		construction					
1. Ministère de l'industrie métallurgique:							
Total							
I.e trimestre							
II.e trimestre							
III.e trimestre							
IV.e trimestre							
2. Ministère de l'industrie charbonnière:							
Total							
I.er trimestre, etc.							

Cette balance est complétée par une balance nationale de la répartition des cadres qualifiés.

Le plan de la répartition de la main-d'oeuvre par ministères doit, pour devenir exécutoire, être relié directement aux balances régionales, de façon à assurer les déplacements de la main-d'oeuvre excédentaire de certaines régions vers les régions et les entreprises déficitaires. La liaison s'effectue à l'aide du plan de recrutement de la main-d'oeuvre qui combine la répartition par branches des demandeurs de travail avec la répartition territoriale des sources de main-d'oeuvre.

TABLEAU XI

Plan de recrutement par ministères pour l'année.

Ministères	Total à recruter	dont dans les régions, pays, républiques de:				
		A	B	C	D	etc.
1. Industrie métallurgique .						
2. Industrie charbonnière .						
3. Construction des entreprises de l'industrie lourde, etc., etc.						

L'exécution détaillée des demandes ainsi formulées appartient aux autorités planificatrices des régions respectives qui se servent à cet effet des balances de main-d'oeuvre établies à l'échelle de la région et de ses subdivisions administratives.

En résumé, le rôle principal des balances de main-d'oeuvre peut être caractérisé de la façon suivante:

1°) les balances rétrospectives permettent de dégager la dynamique des variations quantitatives et qualitatives de la main-d'oeuvre et de sa productivité;

2°) les balances prospectives portant sur l'année en cours permettent d'établir avec une grande précision la répartition et les disponibilités quantitatives et qualitatives de la main-d'oeuvre au début de la période planifiée; elles fournissent donc au planificateur un des éléments indispensables pour déterminer les limites de l'accroissement global possible du produit national au cours de la période planifiée; en ce sens, les balances de main-d'oeuvre précèdent et déterminent le plan économique et les balances du revenu national;

3°) les balances prospectives portant sur l'année planifiée ne sont au contraire qu'un résultat du plan économique préétabli; elles ont pour but d'en contrôler la cohérence et d'en assurer

l'exécution en ce qui concerne les disponibilités et la répartition de la main-d'oeuvre.

2. *Les balances-matières*¹

Les balances-matières ont pour but d'assurer la coordination entre les principales branches de la production matérielle dans l'espace des relations technico-économiques. Elles constituent donc l'équivalent soviétique des 'input-output tables' de Leontief.² Des différences considérables existent cependant entre les deux techniques.

Une balance-matières est toujours relative à un seul produit bien déterminé. Elle comporte deux entrées: les ressources et la répartition. Du côté des ressources sont enregistrées toutes les disponibilités en bien en question, avec spécification de leur provenance: production courante par producteurs nominale-ment spécifiés, stocks surnormaux inutilisés pendant la période précédente, importations, autres sources possibles. Du côté de la répartition sont mentionnés tous les emplois du même bien pour les besoins de la production courante, de la construction de l'équipement, de la consommation et de la formation des réserves. De même que les balances de main-d'oeuvre, les balances-matières portent sur le passé, le présent et l'avenir. Elles sont établies en unités de mesures physiques (tonnes, mètres, pièces, etc. . .).

Les balances-matières, qui doivent être approuvées par le gouvernement central, n'englobent pas tous les produits de l'économie nationale. Elles sont limitées aux produits essentiels (1.600 produits en URSS en 1951, 400 à 500 produits dans les Démocraties populaires où la méthode des balances n'est pas encore aussi développée).

Sont considérés comme produits essentiels les principaux articles appartenant aux 14 groupes suivants:

- 1° — Produits ferreux
- 2° — Produits des métaux non-ferreux
- 3° — Combustibles solides
- 4° — Produits pétroliers
- 5° — Energie électrique
- 6° — Produits chimiques

¹ Les renseignements contenus dans cette section sont puisés essentiellement dans l'ouvrage de Lokchin (24).

² v. l'index bibliographique (20 et 21).

- 7° — Produits en caoutchouc à l'usage industriel
- 8° — Machines, mécanismes et autres équipements
- 9° — Matériaux de construction
- 10° — Produits forestiers
- 11° — Papier
- 12° — Principales denrées alimentaires (farine, beurre, sucre, viande, sel, etc. . . .)
- 13° — Principaux produits industriels de consommation (tissus, bonneterie, chaussures, articles de ménage, meubles, savon, etc. . . .)
- 14° — Matières premières agricoles (grains, coton, lin, laine, cuirs bruts, etc. . . .).

En Union soviétique, la répartition des 11 premiers groupes, qui en tant que produits à usage industriel ne sortent pas de la sphère de la production, est assurée par la Gosnab¹; celle des trois derniers groupes, qui représentent les biens de consommation vendus à l'extérieur de l'appareil productif, par le Gosprodsnab.² Depuis les réformes récentes de l'administration soviétique, ces deux organismes sont subordonnés au Gosplan.

Les subdivisions de chacun des articles faisant partie des 14 groupes considérés sont assez détaillées. Par exemple, l'article 'tubes' qui fait partie du premier groupe est subdivisé en: tubes à gaz, tubes à paroi mince, tubes étirés, tubes tournés, tubes de raccord, tubes de forage, tubes à pétrole et autres tubes. Tout en limitant le nombre des produits considérés à ceux qui sont vraiment importants du point de vue de l'économie nationale³, on s'efforce de les individualiser au maximum, afin de pouvoir dégager des coefficients de transformation plus précis. C'est donc là une première différence fondamentale avec la méthode de Leontief, qui, au contraire, inclut dans sa matrice l'ensemble de la production nationale, mais, en revanche, se contente des coefficients globaux représentant les rapports, non pas entre produits, mais entre industries assez largement définies.

A côté des produits essentiels dits 'fondés', répartis par le Gosnab et le Gosprodnab, on distingue les produits dits 'centralement planifiés', qui sont répartis par les ministères

¹ Comité d'Etat pour l'approvisionnement matériel et technique de l'économie nationale de l'URSS.

² Comité d'Etat pour l'approvisionnement de l'économie nationale de l'URSS en biens de consommation.

³ Il faut noter toutefois que la nomenclature des produits englobés par les balances-matières ne cesse de s'étendre.

compétents, et les produits 'décentralement planifiés', qui sont répartis par les organes régionaux et locaux.

Nous nous limiterons ici aux produits essentiels répartis par le Gosnab et le Gosprodsnab.

Les produits répartis par le Gosnab font partie de ce qui, dans la terminologie marxiste, porte le nom de 'moyens de production' (groupe 'A'). En réalité, certains de ces produits, p.ex. le charbon, peuvent servir à la fois à la production et à la consommation. On s'en tient alors au caractère prédominant du bien considéré.

Les balances-matières relatives aux moyens de production se divisent en deux grandes catégories :

- 1° — Balances relatives aux fonds de roulement (balance des matières premières et des matériaux, balances des combustibles et de l'énergie électrique, balances des denrées agricoles brutes).
- 2° — Balances relatives aux fonds fixes (balances des matériaux de construction et balances de l'équipement).

Les produits répartis par le Gosprodsnab portent de nom d' 'objets de consommation personnelle' (groupe 'B'). Les balances-matières respectives comportent également deux grandes catégories :

- 1° — Balances des marchandises¹ alimentaires.
- 2° — Balances des marchandises¹ industrielles.

De nombreuses balances-matières sont élaborées non seulement à l'échelon national, mais aussi avec des subdivisions territoriales. Il en est ainsi chaque fois qu'il s'agit d'un produit important du point de vue des transports et de la localisation des investissements. C'est ainsi que les balances relatives au bois sont établies par régions, pays et républiques; les balances de l'électro-énergie par systèmes de distribution de l'énergie; les balances du charbon par bassins houillers, etc. . . .

Quant à la durée de la période sur laquelle portent les balances, elle est généralement annuelle. Cependant, les balances relatives aux produits dont l'utilisation comporte des variations saisonnières importantes contiennent des subdivisions trimestrielles.

¹ Dans la terminologie marxiste, le terme 'marchandise' désigne uniquement les biens vendus sur un marché. Les biens qui circulent entre les entreprises d'Etat ne sont pas des marchandises.

Le côté 'répartition' des balances assure en premier lieu l'approvisionnement en produits essentiels de la production d'État. Cependant, on tient compte également des besoins des kolkhoses et des coopératives artisanales. Tandis que l'approvisionnement de la production d'État s'effectue par l'entremise des ministères techniques dont relèvent les branches respectives, l'approvisionnement des kolkhoses se fait par l'intermédiaire du Ministère de l'Agriculture de l'URSS et celui des coopératives par l'intermédiaire de l'Union Centrale des Coopératives et les Conseils des Ministres des Républiques.

Les balances-matières jouent un rôle décisif dans la planification de la production et dans la répartition des ressources nationales. De même que les balances de main-d'oeuvre, les balances-matières interviennent dans la planification essentiellement par l'établissement des balances prospectives provisoires qui servent à coordonner les directives générales du gouvernement. Ce travail de coordination accompli à l'échelon central, approximativement, par l'ajustement successif et réciproque des objectifs aux ressources et des ressources aux objectifs, les directives sont envoyées aux entreprises qui élaborent leurs plans de production détaillés.¹ Ceci leur permet de formuler des demandes précises d'approvisionnement. Ces demandes sont acheminées par les Directions Générales des Branches (Glavki) et par les Ministères techniques au Gosnab ou au Gosprodsnab, lesquels procèdent, en collaboration avec le Gosplan, à l'ajustement définitif des ressources et des emplois.

La partie la plus intéressante de tout ce travail, — à notre point de vue, — est celle qui concerne l'ajustement réciproque des objectifs aux ressources et des ressources aux objectifs. Il est commode de l'étudier en distinguant :

- 1° — l'établissement des balances-matières en ce qui concerne les besoins de l'exploitation courante des entreprises et ceux de la consommation finale;
- 2° — l'établissement des balances-matières en ce qui concerne les besoins d'investissement.

A. — *L'établissement des balances-matières en ce qui concerne les besoins de l'exploitation courante des entreprises et ceux de la consommation finale.*

¹ Ou plus précisément leurs plans techniques — industriels — financiers.

A la base de la répartition des matières nécessaires à l'exploitation courante se trouvent les demandes d'approvisionnement des entreprises, établies conformément aux directives du gouvernement relatives au plan de production. Mais, comment ce plan de production est-il établi? Par référence aux ressources disponibles qui dépendent elles-mêmes de la production. Nous avons donc là encore un exemple des relations réciproques entre le plan de production et les plans d'utilisation des ressources disponibles. En principe, un plan de production ne peut pas être conçu sans tenir compte des ressources disponibles et des coefficients de transformation des ressources en produits. Mais il n'est pas possible non plus d'affecter les ressources aux différents emplois (et, par conséquent, de mesurer les possibilités d'exécution du plan en ce qui concerne la coordination des différentes branches et les disponibilités en ressources naturelles), sans savoir exactement ce qu'on va produire. Nous sommes donc obligés de considérer simultanément la répartition des ressources et l'établissement du programme de production.

Une des solutions théoriquement possibles de ce problème, nous est indiquée par le système de Leontief. Dans ce système, la demande finale est représentée par l'ensemble des termes de droite qui sont autant de variables de indépendantes. Les coefficients, de transformation A_{ik} étant supposés constants, à une demande donnée correspond un seul système de productions X_i et un seul système des 'inputs' x_{ik} . En faisant varier la demande finale, on peut se rendre compte des goulots d'étranglement successifs, dont certains peuvent se révéler inéliminables dans les circonstances données et pendant la période envisagée. La constatation de goulots d'étranglement inéliminables doit conduire logiquement à une révision quantitative et qualitative de la demande finale, c'est-à-dire des objectifs à atteindre, jusqu'à ce que ceux-ci deviennent compatibles avec la ressource la plus rare, irremplaçable par des importations ou des substitutions. Pour obtenir cette demande finale, il suffira de substituer à X_i , représentant la production déficitaire, sa valeur réalisable maximum, ce qui permettra de calculer le volume maximum de tous les produits finals dépendant directement ou indirectement de X_i .

Cependant, il est certain que les méthodes soviétiques d'ajustement réciproque des ressources et des productions diffèrent, en réalité, profondément de la méthode suggérée par

les tables de Leontief. Le fait déjà d'employer des unités de mesure physiques interdit aux planificateurs soviétiques toute méthode mathématique globale. Et, d'autre part, toute tentative d'aligner la production nationale sur les goulots d'étranglement, ainsi que tout traitement égalitaire des différentes productions, est expressément condamnés. Les principes appliqués sont ceux de la hiérarchie des productions, de l'intégralité d'approvisionnement des branches prioritaires, de la concentration des investissements sur les constructions essentielles, et du caractère nominatif et concret des tâches à accomplir.

Le principe de la hiérarchie des productions conduit à envisager le problème de l'utilisation des ressources non pas simultanément pour toutes les productions, mais successivement, en commençant par les objectifs les plus urgents. Combiné au principe de l'intégralité d'approvisionnement des branches prioritaires, ce principe revient en somme à isoler tout d'abord, dans la demande finale, un ou plusieurs produits considérés comme de première urgence, et à calculer tous les 'inputs' directs et indirects nécessaires à la réalisation d'un volume donné de leur production. Puis, on procède de la même façon pour les produits de deuxième, troisième, etc., urgence, jusqu'à l'épuisement complet des ressources à répartir par le Gosnab et le Gosprodsnab.

Chaque fois qu'un goulot d'étranglement inéliminable est rencontré, un problème de choix politique se pose: faut-il abandonner toutes les productions moins urgentes, ou au contraire réduire quelque peu les objectifs prioritaires, ce qui entraînera une révision complète du calcul? Il semble bien que ce soit la première solution que l'on adopte généralement, avec cette réserve toutefois que la connaissance précise des données de départ doit permettre d'éviter la fixation d'objectifs irréalisables. Ce procédé est appelé par les auteurs soviétiques 'extraction des chaînons essentiels et conducteurs du plan'. Il est certain que, même dans cette méthode, des goulots d'étranglement pourront apparaître, qui limiteront les objectifs possibles. Ces goulots d'étranglement seront cependant situés à un niveau de production beaucoup plus élevé, pour les produits essentiels bien entendu.

Dans la fixation des objectifs prioritaires, et dans le calcul des chaînons conducteurs, on se sert, d'une part, des données que l'on possède sur l'exécution des plans passés et sur l'exécu-

tion probable du plan en cours (qui peut être connue avec une précision très satisfaisante: 5 ou 6 mois à l'avance) et, d'autre part, des divers plans techniques qui déterminent l'évolution des normes moyennes progressives, élaborées sur la base de l'expérience des entreprises les plus efficaces.¹

Ainsi, en partant de l'objectif prioritaire et en parcourant en sens inverse les stades successifs de sa fabrication, on arrive à dégager toutes les productions intermédiaires indispensables. Chacune de ces productions, y compris celle du bien final prioritaire, s'inscrit au crédit de la balance prospective concernant cette production intermédiaire. En même temps, chaque 'input' nécessité par cette production s'inscrit au débit de la balance prospective du stade inférieur.

En répétant ces opérations pour tous les produits de la demande finale, classés dans l'ordre décroissant d'urgence, on aboutit à un système des balances-matières prospectives dont la forme générale est la suivante:

TABLEAU XII
Schema Général d'une balance - matières

<i>Ressources</i>	<i>Répartition</i>
1. Production dont par producteur: (Ministères et entreprises nominale- ment désignés)	1. Besoins industriels d'exploitation
2. Importation	2. Construction
3. Diminution des restes chez les producteurs dont par producteur: (Ministères et entreprises nominale- ment désignés)	3. Equipement destiné à compléter les machines et les agrégats
4. Autres sources d'approvisionnement possible (p.e. récupération des matériaux usés)	4. Fonds commercialisable
	5. Transformation des denrées alimentai- res
	6. Exportation
	7. Accroissement des réserves d'Etat.
	8. Accroissement des réserves du Conseil des Ministres
	9. Pertes prévisibles

Il est à remarquer qu'aucune balance-matières concrète ne contient tous les postes du schéma général ci-dessus. C'est ainsi que les postes 2 et 3 de la Répartition n'apparaissent que dans les balances des matériaux utilisés par la construction et l'équipement. Les postes 4 et 5 sont particuliers aux denrées alimentaires et aux biens de consommation finis, dont les balances ne comportent pas les postes 1, 2 et 3.

¹ Les auteurs soviétiques insistent sur la différence entre les normes moyennes progressives et les normes moyennes statistiques: 'Les normes moyennes statistiques ne reflètent pas la réalité de l'économie nationale. Elles ne sont qu'un

Et voici la signification de certains postes particuliers.

La diminution des restes chez les producteurs concerne les entreprises qui, au début de la nouvelle période planifiée, sont en possession de stocks de produits finis (finis à ce stade de production) dépassant les normes prescrites par le plan. Ces stocks surnormaux doivent être liquidés le plus tôt possible en vertu du principe de l'accélération de la rotation du fonds de roulement. Le recensement des stocks est effectué par l'Office de statistique deux fois par an, au 1er octobre et au 1er janvier. Etant donné que certaines entreprises diminaient artificiellement leurs stocks de produits finis en effectuant, au dernier moment avant le recensement, des envois massifs aux utilisateurs, ce qui provoquait des troubles dans le système des transports, on compte actuellement dans les restes des producteurs les marchandises expédiées, mais encore non arrivées au destinataire. Connaissant le stock au moment du recensement, ainsi que le coefficient moyen de sa rotation, il est facile de déterminer les restes probables pour le début de la nouvelle période planifiée.

Le fonds commercialisable désigne l'ensemble des biens destinés à être vendus à la consommation individuelle. Il est établi après une analyse détaillée du revenu monétaire disponible de la population et de la composition qualitative de sa demande, qui font l'objet de la balance des revenus et des dépenses monétaires de la population (v. infra Section II, 3, E).

Le poste 'transformation des denrées alimentaires' représente résultat de calcul. Il faut effectuer une analyse précise et approfondie des causes des différences entre les normes d'utilisation des matières premières, matériaux et combustibles dans les différentes entreprises, examiner les circonstances qui ont provoqué l'existence des normes d'utilisation élevées dans les entreprises arriérées, et des normes d'utilisation réduites dans les entreprises d'avant-garde: quelle est la pratique de la technique d'avant-garde, quels moyens peuvent et doivent être appliqués pendant la période planifiée pour réaliser la réduction des normes d'utilisation des matières, matériaux et combustibles' - Joffe, p. 79 (13). Les normes sont généralement établies en unités physiques des matériaux nécessaires pour la fabrication d'une unité physique du produit. Dans la plupart des cas, le Gosnab possède ses propres normes. S'il n'en est pas ainsi, il se sert des normes établies par les ministères, après les avoir soumises à un examen critique du point de vue de leur progressivité. Pour certains produits cependant, les normes n'ont pas encore été établies. Dans ce cas, on se sert de l'une des deux méthodes suivantes: *première méthode*: on observe le rapport réalisé pendant l'année en cours entre la valeur globale du produit et la quantité physique du facteur; on multiplie ce rapport par le coefficient d'accroissement désiré de la production et on en déduit l'économie à réaliser en vertu du plan du progrès technique; *deuxième méthode*: on se sert du rapport entre la quantité du facteur en unités physiques et la valeur du produit en millions de roubles. On obtient ainsi la quantité physique du facteur nécessaire pour produire 1 million de roubles du produit. (v. Lokchin, p. 98 (23).)

les denrées immobilisées dans le processus de transformation. Ce poste est nécessaire dans les balances des denrées alimentaires qui ne comportent pas de poste 1 du côté de la Répartition.

Les importations et les exportations sont fixées pour chaque produit en liaison avec l'établissement du plan du commerce extérieur, élaboré par le Ministère du Commerce Extérieur, avec la collaboration du Gosplan et du Gosnab. L'existence du Conseil de l'Entr'aide Economique, fondé en janvier 1949, permet de coordonner ce plan avec les plans des Démocraties populaires et des autres pays du bloc soviétique.

Les réserves d'Etat ont pour but de répondre aux ruptures fondamentales de l'équilibre planifié entre les productions particulières et les besoins de l'économie, à la suite, soit d'évènements naturels imprévisibles, tels qu'une sécheresse ou une inondation catastrophique, soit d'erreurs majeures de la planification ou de la non-exécution du plan dans certaines branches d'activité, soit enfin d'un conflit armé. La nomenclature des réserves et l'importance de leur accroissement annuel sont fixés par le Conseil des Ministres, en fonction de l'importance du produit pour l'économie et pour la défense nationale, du caractère plus ou moins déficitaire de la production respective, de l'élasticité de cette production et des conditions de conservation du produit. La constitution des réserves jouit d'une priorité absolue dans l'échelle des emplois de chaque produit d'importance majeure.

Tandis que les réserves d'Etat ont pour mission de répondre aux déséquilibres fondamentaux, *les réserves du Conseil des Ministres* ont un caractère purement opérationnel de courte période. Elles doivent couvrir les désajustements temporaires provoqués par le dépassement du plan dans certaines branches, la mise en construction d'un objectif non prévu par le plan annuel, etc. . . . L'utilisation de ces réserves est soumise à une autorisation du Conseil des Ministres sur l'avis du Gosnab.

Les besoins industriels d'exploitation comprennent :

- 1° — les besoins de la production courante;
- 2° — les besoins des réparations;
- 3° — les compléments à apporter aux stocks des entreprises;
- 4° — l'accroissement des travaux en cours.

Les besoins de la production courante peuvent être déter-

minés aisément en fonction des hypothèses de départ posées quant aux objectifs à atteindre et à l'aide des normes moyennes progressives d'utilisation des matériaux.

La détermination des besoins pour les réparations courantes et capitales est beaucoup plus difficile. Les auteurs soviétiques admettent qu'aucune méthode scientifique n'a pu être élaborée jusqu'ici dans ce domaine,¹ à cause de la grande diversité des réparations, exigeant des quantités et des qualités variables de matériaux. Pratiquement, l'on se borne à extrapoler les besoins des périodes précédentes, compte-tenu du développement prévu de la production. On se sert, dans ce but, des normes d'utilisation des matériaux, calculées pour un million de roubles de réparations d'un type déterminé.

Le besoin de compléter les stocks des entreprises apparaît chaque fois qu'il s'agit d'augmenter la production des entreprises utilisatrices. L'importance de ce complément est déterminée compte-tenu du principe fondamental de l'accroissement maximum de la vitesse de rotation du fonds de roulement. Ce principe implique la réduction continue des normes d'utilisation de matériaux, le raccourcissement du cycle productif, la réduction au minimum des stocks de matières et de produits finis.

Pour déterminer la quantité nécessaire de stocks d'entreprise, on distingue les stocks courants et les stocks de garantie. Les stocks courants sont destinés à assurer les besoins de l'entreprise pendant l'intervalle séparant normalement deux livraisons successives de la matière première considérée. Ils sont calculés en fonction du volume projeté de la production et du rythme normal de l'approvisionnement en cette matière et de son utilisation. Pour un niveau de production donné, les stocks courants peuvent être d'autant plus réduits – aussi bien chez le fournisseur que chez l'utilisateur – que les livraisons sont fréquentes. La fréquence des livraisons ne doit cependant pas dépasser la limite au-delà de laquelle la quantité chaque fois livrée serait inférieure à la prise en charge normale de l'entreprise utilisatrice.

Les stocks de garantie sont destinés à assurer le fonctionnement normal de l'entreprise utilisatrice dans le cas d'une interruption dans l'approvisionnement ou d'un accroissement exceptionnel de la production. Les stocks de garantie doivent

¹ Lokchin, p. 99 (23).

être égaux à la consommation normale de la matière pendant le temps nécessaire pour en passer commande, pour la charger, la transporter, la livrer et la prendre en charge. Toutefois, d'après les dispositions plus récentes, le stock de garantie ne doit en aucun cas être supérieur au stock courant.

Dans le calcul des compléments à apporter aux stocks des entreprises, l'on doit évidemment tenir compte des restes surnormaux dont peuvent disposer certaines entreprises au début de la nouvelle période planifiée. Nous avons déjà vu comment ces restes sont évalués sur la base des recensements périodiques de l'Office Central de Statistique. Il s'agit maintenant de déterminer leur comptabilisation dans les balances-matières. La diminution des stocks excédentaires jusqu'à un niveau 'normal' peut, en effet, être comptabilisée soit en 'augmentation des ressources', soit 'en diminution des besoins' de la nouvelle période. La solution appliquée en URSS consiste à comptabiliser les restes des stocks de chaque producteur. Cette solution est justifiée par le fait que ces restes sont liquides et peuvent être affectés par le planificateur à n'importe quel usage. Au contraire, les restes surnormaux de matières premières existant chez les utilisateurs sont déjà 'liés' aux entreprises ou aux ministères respectifs et il serait difficile, et quelquefois impossible, d'en effectuer la libération pour les besoins d'une nouvelle répartition.

Les besoins en matériaux dûs à l'accroissement des travaux en cours interviennent lorsque les entreprises utilisatrices projettent une augmentation du volume de leur production. Cet accroissement ne doit être confondu ni avec l'accroissement des stocks de matières premières ni avec celui des stocks de produits finis. Il est fonction du volume de la production et des procédés technologiques employés et, par conséquent, peut être déterminé sans difficulté. Plus difficile apparaît la question de savoir quelles matières premières devront être utilisées pour un volume donné des travaux en cours, et en quelle quantité. Ces éléments dépendent en effet de l'état d'avancement des travaux. Il semble bien que les planificateurs soviétiques admettent une proportionnalité approximative entre la valeur de l'accroissement des travaux en cours et les besoins en matériaux particuliers.

B. — *L'établissement des balances-matières en ce qui concerne les besoins d'investissement.*

Les besoins d'investissement sont déterminés par les balances de l'équipement et les balances de la construction. La nomenclature des équipements essentiels à répartir par le Gosnab comprenait en 1952, 800 postes. Sous le terme d'équipement, la statistique soviétique entend tous les capitaux fixes (osnovnye fondy), autres que les constructions. Les biens de production de faible valeur (en 1951 au-dessous de 300 roubles) ou de courte durée (moins d'un an) ne sont pas considérés comme faisant partie des capitaux fixes.¹ Sur ce dernier point, la statistique soviétique rejoint la pratique de certains pays occidentaux, confirmée dernièrement par l'O.E.C.E.²

La méthode de détermination des besoins d'équipement diffère suivant qu'il s'agit :

- 1° — d'entreprises nouvelles entrant en fonctionnement;
- 2° — de la reconstruction ou du développement des entreprises anciennes;
- 3° — du remplacement de l'équipement ancien des entreprises existantes;
- 4° — de l'équipement additionnel nécessaire pour compléter l'équipement fabriqué par d'autres entreprises (p.e. les moteurs pour automobiles fabriqués par une autre entreprise).

Les besoins en équipement des entreprises entrant en fonctionnement pendant la période planifiée ne donnent lieu à aucun problème de choix économique, puisque ce problème a été résolu antérieurement, au moment où a été prise la décision d'investir. Il reste un problème purement technique qui consiste à ajuster l'approvisionnement en équipement des nouveaux objectifs aux projets techniques de leur construction. Ces projets techniques comportent une énumération détaillée des qualités et des quantités des équipements dont doivent être pourvus les objectifs en question. En vertu du principe de la concentration des investissements, les besoins en équipement des objectifs nouveaux bénéficient d'un rang de priorité très élevé dans l'affectation des ressources.

¹ Dictionnaire de l'Office Central de Statistique de l'URSS (32) et Lokchin, p. 26 (23).

² A Standardised System of National Accounts, p. 67 (33).

Un problème un peu plus complexe se pose cependant lorsqu'on envisage le cas des constructions étalées sur plusieurs années. Dans ce cas, le projet technique de construction ne suffit pas pour déterminer les besoins en équipement de la construction au cours d'une année particulière. Il est donc nécessaire de déterminer l'état probable d'avancement des travaux au début et au cours de la période planifiée, de façon à savoir si, et dans quelle mesure, les constructions nouvelles seront prêtes à recevoir leur équipement. Cette question pourra prendre dans certains cas un aspect économique, notamment lorsqu'il s'agira de comparer l'économie de capital que peut procurer l'exécution immédiate et simultanée de certains travaux, et les frais d'immobilisation du capital investi dans un équipement qui ne sera utilisé que beaucoup plus tard. Considérée à l'échelle microéconomique, cette question revient à déterminer le taux de l'intérêt applicable au calcul du coût d'immobilisation du capital investi. De nombreux auteurs soviétiques ont donc essayé de trouver un équivalent du taux de l'intérêt, sous le nom de 'coefficient d'efficacité des investissements'. Mais cette façon de procéder a été condamnée, vers 1949, comme un démarquage stérile de la notion capitaliste d'efficacité marginale du capital et de taux de l'intérêt. Il semble bien que la position actuelle des planificateurs d'Europe orientale sur ce point consiste à envisager le problème du point de vue macroéconomique de l'utilisation totale des ressources durant les périodes successives considérées.¹ Cependant cette méthode n'est guère praticable pour la résolution des problèmes d'importance mineure, où un 'coefficient d'efficacité des investissements' continue probablement à être appliqué.

¹ 'Dans une démocratie populaire où l'Etat fixe les prix, la rentabilité comptable des investissements n'a rien de commun avec leur rentabilité sociale. La méthode scientifique de la détermination de l'efficacité des investissements doit résulter de l'examen de la réalité concrète et ne pas se réduire à des formules mathématiques qui ne sont qu'une abstraction vide de sens. La manie du colossal qui sévit chez nous est le résultat direct de ces formules mathématiques appliquées sans examen suffisant des données réelles.'—Bronislaw Minc, dans *Zycie Gospodarcze* du 16-31 mars 1949. Cette condamnation des méthodes mathématiques est suivie d'une énumération détaillée des éléments qui devraient être pris en considération lors d'une décision d'investissement, et comprenant pratiquement tous les coûts et tous les avantages *en nature* de l'investissement projeté. L'auteur ne précise pas comment ces avantages et ces coûts pourraient être comparés entre eux en l'absence d'une commune mesure fournie normalement par le système des prix et des taux de l'intérêt.

Nous reviendrons ultérieurement à ce problème capital de planification qui, en l'absence de marché, ne peut être résolu que par un système général d'équations portant sur tous les aspects de la vie économique.

Le remplacement de l'équipement ancien des entreprises existantes, et l'équipement additionnel nécessaire pour compléter l'équipement fabriqué par d'autres entreprises, ne posent pas de problèmes particuliers du point de vue qui nous intéresse ici. Les besoins de remplacement peuvent être assez exactement déterminés à l'échelon national, dans une économie où tous les capitaux fixes sont soumis à la surveillance constante d'organismes spécialisés (tels que p.e. le Kotlonadzor, c'est-à-dire l'Office de surveillance des chaudières). D'autre part, dans une économie en expansion continue, il n'est pas question de renoncer au renouvellement des capacités productives considérées dans leur ensemble.

Quant au problème de l'équipement additionnel nécessaire pour compléter l'équipement fabriqué par d'autres entreprises, c'est un problème purement technique de coopération entre différentes entreprises chargées d'une tâche commune.

Ayant ainsi éliminé tous les aspects purement techniques de la détermination des besoins en équipement, nous pouvons aborder de front la question capitale du développement de l'équipement des entreprises anciennes qui, du point de vue théorique, rejoint la question des constructions nouvelles, puisque dans les deux cas, il s'agit d'accroître les capacités productives disponibles. Ces deux questions forment ensemble le grand problème de la planification des investissements nets, dans la résolution duquel le rôle des comptes nationaux est particulièrement important.

Le système de Leontief nous offre encore une fois la possibilité d'examiner ce problème du point de vue théorique. Dans ce système, l'investissement peut être considéré soit comme faisant partie de la demande finale, soit comme figurant parmi les inconnues du côté gauche des équations. Le premier cas est évidemment beaucoup plus simple. Les objectifs d'investissement étant déterminés et les coefficients technico-économiques des besoins en matériaux et en main d'oeuvre nécessaires pour la construction de ces objectifs étant connus, on peut déterminer le volume des productions indispensables, découvrir les goulots d'étranglement éventuels, procéder à des ajustements successifs des objectifs jusqu'au moment où l'on obtiendra une demande finale répondant à la fois aux échelles de préférence des planificateurs et aux possibilités réelles offertes par les ressources disponibles. Cette façon de procéder présente cependant deux défauts graves :

- 1° — Elle n'assure pas la coordination indispensable entre les objectifs d'investissement eux-mêmes. Elle coordonne les productions courantes en fonction de l'investissement et préserve donc l'harmonie des productions présentes, mais elle néglige totalement la coordination des structures futures.
- 2° — Elle ne donne au planificateur aucun moyen de choisir rationnellement entre la consommation et l'investissement, d'une part, et entre les investissements à maturation différente, d'autre part. Elle laisse de côté la question de savoir si, dans les circonstances données, il vaut mieux procéder à un investissement de longue haleine, dont les effets productifs ne se feront sentir qu'au bout de plusieurs années mais dont la productivité totale sera plus élevée, ou, au contraire, effectuer un investissement rapide et peu coûteux, mais aussi moins durable et moins productif dans l'ensemble.

Ces deux défauts, peuvent-ils être évités grâce au recours à la seconde conception du système de Leontief? Cette fois-ci l'investissement figure parmi les inconnues. Il est déterminé en fonction d'une demande finale composée essentiellement de biens de consommation individuelle et collective. Il est relié à la demande et à la production courante par des relations différentielles qui expriment le rapport entre les taux d'accroissement de la production et les stocks de capitaux fixes nécessaires pour y faire face. Les différents investissements sont coordonnés entre eux. L'évolution structurale qu'ils représentent est harmonisée en vue d'un développement donné de la demande finale à satisfaire au cours d'une période donnée. Ainsi, à tout moment de la période considérée, p.e. à la fin de chaque fraction annuelle de cette période, on pourra déterminer l'investissement de chaque branche, nécessaire, non seulement pour assurer la demande finale et intermédiaire de l'année, mais aussi pour fonder le développement ultérieur de la demande conformément au plan de longue durée. Les objections auxquelles donnait lieu le système statique de Leontief, avec investissement net inclus dans la demande finale, sont donc éliminées. La première objection, puisque les différents investissements sont désormais harmonisés entre eux. La deuxième objection tombe également: d'une part, l'investissement, devenu une variable dépendante,

est entièrement subordonné à la consommation finale, personnelle et collective (ce qui permet de tenir compte des besoins spécifiques de l'Etat en tant qu'entité distincte de l'ensemble des citoyens); d'autre part, le conflit possible entre les investissements de maturation différente est résolu implicitement, puisque les investissements sont déterminées *à la fois* en fonction de la demande globale de la période de longue durée. Cette dernière constatation revient à dire que le système tient compte aussi bien de la structure temporelle des préférences sociales (définies par le planificateur) que de la structure temporelle des obstacles techniques qui s'opposent à tout moment à leur satisfaction.

Cette analyse théorique de la détermination des besoins d'investissement à l'aide du modèle dynamique de Leontief, repose évidemment sur de nombreuses hypothèses simplificatrices, dont les principales concernent la continuité du processus d'investissement, sa réversibilité, le plein-emploi des capacités existantes, la fixité des coefficients représentant le rapport entre les stocks et les flux. Comme le montre l'étude de Paul Clark sur *The Capital Requirements Theory of Private Investment*¹, il n'est pas impossible de lever, au moins partiellement, les restrictions que ces hypothèses imposent à l'application concrète du modèle. L'étude complète du système de Leontief n'entre cependant pas dans notre propos. Ce système nous sert uniquement de base de comparaison utile permettant de mieux comprendre la pratique soviétique, à laquelle il importe de revenir maintenant.

Il est certain que, dans la planification soviétique, l'investissement n'est pas, ou du moins n'était pas jusqu'ici, une variable dépendante déterminée en fonction de la consommation individuelle et collective. C'est donc la première conception du système de Leontief, la conception statique avec l'investissement comme variable indépendante, qui représente la meilleure approximation théorique de la réalité des économies planifiées du type soviétique. Trois séries de problèmes sont à résoudre pour passer de l'image simplifiée du modèle statique de Leontief aux méthodes concrètes de la détermination des investissements dans ces économies. Ce sont:

¹ L'auteur a bien voulu nous communiquer le manuscrit de cette remarquable étude qui fait partie d'un ouvrage sur: 'The Telephone Industry, a study in private investment'. Nous ignorons cependant ses références exactes.

- 1° — Puisque l'investissement est une variable indépendante, qu'il faut déterminer séparément, un problème du choix économique: comment sont fixés les objectifs d'investissement?
- 2° — Puisque l'investissement ne résulte pas automatiquement du système, et que, par conséquent, il n'y a aucune raison *a priori* pour que ces objectifs soient compatibles entre eux, un problème technique: comment ces objectifs sont-ils harmonisés entre eux?
- 3° — Enfin, puisque les planificateurs soviétiques n'utilisent pas en fait de méthode mathématique globale, un problème méthodologique: comment sont établis pratiquement les liens entre ces objectifs et l'ensemble des ressources dont dispose l'économie?

a) *La fixation des objectifs généraux d'investissement*

La fixation des objectifs d'investissement s'effectue en fonction de deux séries de données:

- des préférences politico-économiques du gouvernement;
- des possibilités techniques offertes par la structure matérielle de l'économie.

L'importance relative de ces deux séries de données varie avec la longueur de la période planifiée. Plus la période planifiée est longue, plus grande devient la part des préférences politico-économiques du gouvernement par rapport aux contraintes techniques de la structure économique.

Il est évident cependant qu'aucun allongement de la période planifiée n'est susceptible d'éliminer complètement les contraintes techniques. Et puisque, avec l'allongement de la période planifiée, augmente l'influence *non-calculable* des facteurs imprévisibles, il est certain qu'une limite raisonnable doit être opposée à l'extension des plans prospectifs de longue période.

Malgré l'existence de certains plans de très longue période (10 et 15 ans), il semble bien que les économies de type soviétique aient cherché et trouvé le compromis entre ces deux considérations, au niveau d'une période de 5 à 6 ans. Les plans de plus longue durée sont généralement limités à des secteurs particuliers et échappent par conséquent à notre analyse de la coordination globale du développement économique au moyen des comptes nationaux. Il suffit de mentionner à leur propos

qu'ils s'insèrent dans les plans globaux de plus courte durée comme autant de données avec lesquelles ces derniers doivent compter.

Chaque période de 5 ans est dominée par quelques postulats fondamentaux de politique économique, fixés à l'échelon le plus élevé du gouvernement et du Parti, et fondés sur les considérations les plus générales de la situation économique et politique, ainsi que de l'idéologie marxiste-léniniste.

En ce qui concerne l'Union Soviétique ces postulats ont été: *pour le premier plan quinquennal* (1926-1931): le développement particulièrement intense de l'industrie lourde, destiné à assurer une base indépendante au développement du pays, à sa capacité de défense et au caractère collectif de la production;

pour le second plan quinquennal (1933-1937): mêmes objectifs fondamentaux, avec toutefois un développement relativement plus grand des industries de biens de consommation;

pour le troisième plan quinquennal (1938-1940): mêmes objectifs, l'accent étant cependant mis sur le réarmement;

pour le quatrième plan quinquennal (1946-1950): reconstruction et développement particulier de l'industrie lourde, des transports, de l'agriculture;

pour le cinquième plan quinquennal (1951-1955): augmentation de la production globale à un rythme moyen annuel de 12%, dont 13% pour les biens de production, 11% pour les biens de consommation. Accent particulier mis sur la production de fonte, de pétrole, d'énergie électrique, de turbines, de machines-outils, de métaux non-ferreux, etc. . . .

En ce qui concerne les démocraties populaires, l'objectif fondamental des premiers plans (de deux ou trois ans) a été la reconstruction, tandis que les plans de 5 ou 6 ans qui ont suivi se proposaient essentiellement le développement des industries de base et la socialisation, suivant l'exemple soviétique, des économies nationales.

Sur la base de postulats généraux de ce genre, il est possible d'établir une liste des priorités essentielles tenant approximativement compte du potentiel du pays en main-d'oeuvre, en matières premières et en capacités productives existantes. Une première évaluation quantitative des objectifs peut alors être donnée en partant, pour chaque objectif, des disponibilités en main-d'oeuvre, en matières et en équipements, compte tenu des coefficients maximum du développement réalisable pour chacun

de ces facteurs et pour leur combinaison. On aboutit ainsi à une liste provisoire des objectifs chiffrés et hiérarchisés, mais qui ne sont pas nécessairement compatibles. Pour assurer cette compatibilité, une triple coordination est nécessaire :

- 1° — une coordination des objectifs dans le temps ;
- 2° — une coordination des objectifs dans l'espace ;
- 3° — une coordination de l'ensemble des objectifs avec l'ensemble des ressources.

Nous laisserons de côté la question de la coordination des objectifs dans l'espace qui soulève des problèmes spéciaux, étrangers à la technique des comptes nationaux, pour nous limiter à l'examen de la coordination des objectifs dans le temps et de la coordination de l'ensemble des objectifs avec l'ensemble des ressources.

b) *La coordination des objectifs dans le temps*

Cette coordination doit être réalisée à l'intérieur de chaque tranche annuelle de la période quinquennale, en commençant par la dernière, puisque c'est cette dernière tranche qui représente la structure désirée. On y parvient en construisant des balances-matières prospectives, à l'aide des coefficients technico-économiques progressifs. On commence par les besoins nécessaires à la réalisation des objectifs de première urgence : approvisionnement complet en main-d'oeuvre, matières premières, équipements et constructions au cours de toute la période quinquennale. On descend ensuite successivement l'échelle des priorités, en modifiant au besoin les objectifs secondaires, de façon à les rendre compatibles avec les objectifs hiérarchiquement supérieurs. On parvient ainsi aux fameuses 'proportions dans le développement des diverses branches' sur lesquelles les auteurs soviétiques insistent à chaque occasion sans jamais expliquer en quoi elles consistent. Reste la tâche purement technique de l'ajustement détaillé des ressources aux objectifs ainsi 'harmonisés'.

c) *La répartition des ressources entre les objectifs d'investissement*

Cette tâche incombe essentiellement aux plans annuels qui, au besoin, sont subdivisés en plans trimestriels. Dans l'établissement de ces plans, l'investissement intervient doublement dans la planification de la production courante.

Il intervient, tout d'abord, par l'apport des capacités pro-

ductives qui entrent en fonctionnement immédiatement avant et pendant la période planifiée.

Il intervient ensuite par sa demande en facteurs productifs qui vient concurrencer la demande de la production courante.

L'apport des capacités productives nouvelles s'intègre dans le problème plus général de la détermination des capacités productives de la période planifiée. De l'aveu des auteurs soviétiques, 'ce problème, plus souvent que les autres, provoque des divergences entre les ministres et les organisations planificatrices'.¹

Au moment de l'établissement du plan annuel de production, (c'est-à-dire en septembre ou octobre de l'année qui précède la période planifiée), les organes planificateurs ne disposent pas de données sur les capacités au début de la période planifiée. Ils sont donc obligés d'ajouter à l'état des capacités existantes au moment de la confection du plan, une estimation anticipée des capacités qui devraient normalement entrer en fonctionnement avant le 1er janvier de l'année suivante, tout en retranchant, s'il y a lieu, les capacités en diminution. L'appréciation des capacités nouvelles est faite nominativement pour chaque objectif devant entrer en fonctionnement avant le commencement de la nouvelle période planifiée.

Ayant ainsi établi les disponibilités en capacités productives au début de la période planifiée, on détermine les capacités devant entrer en fonctionnement au cours de cette période. Ces capacités sont données par le plan de mise en fonctionnement des nouvelles capacités productives, qui lui-même résulte des plans d'investissement et des rapports sur leur réalisation. D'une façon générale, la détermination des capacités productives et du degré de leur utilisation doit être faite sur la base de l'expérience des entreprises les plus avancées de la branche, et, de même façon, la capacité productive de ces entreprises doit être déterminée suivant les capacités de leurs sections les plus productives. Le temps de travail des installations dans les usines à production continue est de 8.760 heures par an. Dans celles à production discontinue de 306 jours de 16 ou 24 heures, suivant le nombre des relèves (le système de deux relèves est généralement considéré comme préférable). De ce temps de travail, il faut retrancher le nombre d'heures prévues pour les réparations. Les normes de l'utilisation des capacités produc-

¹ Lokchin, p. 87 (23).

tives des installations qui entrent seulement en fonctionnement doivent être fixées, pour les premiers mois, à un niveau quelque peu inférieur à celui des installations analogues déjà rodées.

Ayant ainsi déterminé les capacités productives disponibles pendant l'année planifiée, et disposant par ailleurs de données précises sur les disponibilités en matières premières et en main-d'oeuvre, ainsi que sur les normes moyennes progressives de leur utilisation dans les différentes fabrications, le planificateur possède tous les éléments nécessaires pour procéder à la répartition définitive des ressources suivant la méthode déjà décrite.

II. LES BALANCES EN VALEUR

1. *Les balances du produit global*

Le produit global représente la somme des valeurs brutes de toutes les productions matérielles.

Sont matérielles, conformément à la doctrine marxiste, les productions qui réalisent l'action de l'homme sur la matière en vue de l'adapter aux besoins humains. Les auteurs marxistes ne sont pas entièrement d'accord sur l'interprétation de cette définition. Certains d'entre eux¹ sont partisans d'une interprétation large englobant dans la production matérielle même les productions qui n'aboutissent pas à la formation d'objets matériels, pourvu qu'il y ait eu une transformation de la nature extérieure à l'homme. D'autres auteurs, au contraire, considèrent comme matérielles uniquement les productions qui, directement ou indirectement, aboutissent à des objets matériels.² Il semble bien que ce soit cette dernière interprétation qui soit pratiquée par les organismes statistiques et planificateurs, qui classent dans la production matérielle, et par conséquent dans le produit global, les activités suivantes :

1. Industrie.
2. Agriculture.
3. Construction.
4. Transport des marchandises.
5. Communications au service de la production.
6. Commerce en ce qui concerne les manipulations matérielles telles que transport, emballage, sélection, stockage.

¹ p.e. Krasnolobov, p. 19 (18), B. Minc, p. 138 (29), Romaniuk (40).

² p.e. *Le Dictionnaire de l'Office Central de Statistique de l'URSS* (32), Allakhverdian, p. 17 (1).

7. Autres activités matérielles telles que les restaurants et les banques desservant la production matérielle.

Les partisans de l'interprétation large voudraient ajouter à cette liste le transport des voyageurs, les communications au service de la populations, ainsi que certains services à la consommation tels que les blanchisseries et les établissements de bains collectifs.

Tous les auteurs marxistes sont d'accord sur l'exclusion des services administratifs (même ceux qui gèrent centralement l'industrie), des services de défense, d'éducation, d'art, d'hygiène, etc. . . .

Le produit global ainsi défini peut être déduit directement des balances-matières en faisant la somme des valeurs de toutes les productions qui apparaissent du côté 'Ressources' de ces balances. Cependant les balances-matières étant établies en unités physiques, il faut préalablement déterminer les prix qui serviront de base à cette évaluation.

En Union Soviétique, on s'est servi dans ce but, jusqu'en 1949, d'une part, des prix constants 1926/27 et, d'autre part, des prix courants. L'évaluation à prix constants avait cependant des inconvénients graves, dont l'influence augmentait avec l'éloignement de l'année de base. Les produits nouveaux, extrêmement nombreux dans une économie en plein développement, devaient être évalués d'après le coût des facteurs qui servaient à leur production, ce coût étant lui-même déterminé en prix 1926/27. Le coût relatif des demi-produits d'origine industrielle ayant été généralement plus élevé dans l'économie primitive de 1926/27, l'allongement du processus de production, dû au progrès technique, aboutissait à exagérer considérablement l'accroissement de la valeur du produit global. Les modifications partielles de cette méthode d'évaluation qui ont eu lieu en 1934 et 1936 n'ont pas, non plus, donné satisfaction.

L'emploi des prix constants 1926/27 fut abandonné en 1949 en ce qui concerne les comptes planifiés, et en 1951 en ce qui concerne les comptes rétrospectifs. Pendant les années 1949-1951, on se servait, dans la planification, des prix courants de gros. Enfin, en 1952 on a introduit le système suivant.

On distingue les prix courants et les prix dits 'comparables' qui sont les prix de gros à la production et au *coût des facteurs* (c'est-à-dire à l'exclusion de l'impôt sur le chiffre d'affaire) au

1er janvier 1952. Ces prix comparables serviront pendant toute la durée d'un plan quinquennal, après quoi ils seront remplacés par les prix de la première année du plan quinquennal suivant.

Les prix comparables servent à exprimer le produit global pendant l'année planifiée et pour les années antérieures. Ils permettent également d'estimer l'exécution du plan en pourcentages de l'accroissement des productions globales des branches respectives. Enfin, ils servent à mesurer la productivité du travail, qui est définie comme le quotient de la production globale en prix comparables par le nombre d'heures de travail.

Les prix courants ne sont pas utilisés pour la planification de la production globale. Il y a intérêt en effet à établir le plan de production en unités invariables qui permettent un passage immédiat et univoque des quantités aux valeurs et inversement. En revanche, seuls les prix courants servent à planifier la production commercialisable et l'ensemble du plan financier. Puisque seuls les prix courants expriment directement les tensions entre les revenus monétaires et les biens de consommation disponibles sur le marché.

Les prix courants sont également utilisés pour l'enregistrement de la production globale dans les comptes nationaux rétrospectifs, ce qui permet d'établir l'indice des prix courants moyens annuels par rapport aux prix comparables au 1er janvier 1952.

En tant qu'agrégat isolé, le produit global ne présente pas beaucoup d'intérêt, à cause des nombreux double-emplois qu'il contient sous forme de produits intermédiaires. Il est, en revanche, intéressant par les nombreuses décompositions auxquelles il peut donner lieu, ainsi que par le lien direct qu'il établit entre la comptabilité en nature et la comptabilité en valeur.

La décomposition classique du produit global se fait en : (v. le tableau I, infra)

- moyens de production (groupe A), et
- objets de consommation (groupe B).

Elle donne des indications fondamentales sur la structure économique du pays et sur son évolution dans le temps.

A leur tour, les moyens de production se subdivisent en :

- fonds fixes et
- fonds de roulement,

qui sont affectés aux industries productrices de moyens de

production (I) ou aux industries productrices d'objets de consommation (II). Dans une balance planifiée du produit global, cette répartition est particulièrement importante, puisqu'elle exprime le choix entre le développement des industries de biens de production et celui des industries de biens de consommation.

Les fonds fixes et les fonds de roulement se subdivisent par ailleurs en fonds de remplacement, qui ne font que remplacer la consommation des matières et l'usure du matériel survenue pendant la période, et en fonds d'accumulation qui augmentent les disponibilités de l'économie nationale en fonds fixes et fonds de roulement.

Les objets de consommation sont destinés également à la consommation ou à l'accumulation. La consommation se subdivise en consommation individuelle et en consommation collective, nous donnant ainsi des indications sur le caractère plus ou moins social de la consommation. L'accumulation représente les stocks de biens de consommation détenus par les entreprises ou par l'Etat.

Toutes ces ventilations peuvent d'ailleurs être présentées avec subdivision par industries particulières ou par industries appartenant aux différents régimes de propriété (Secteur socialisé, Secteur capitaliste, Secteur de la petite production marchande, dans les démocraties populaires; ou Etat, Coopératives, Producteurs individuels en Union Soviétique); auquel cas elles rendent compte de la structure des relations interindustrielles et des coûts matériels, ainsi que des progrès éventuels de la socialisation des moyens de production.

C'est la structure des coûts matériels qui semble être la plus importante du point de vue de la planification. Elle constitue, en effet, le complément nécessaire des balances-matières. Les balances-matières sont établies en unités physiques et ont pour objet un produit déterminé dont elles indiquent toutes les ressources et tous les emplois. La structure des coûts matériels est au contraire exprimée en valeurs mesurées en prix comparables. Elle a pour objet une entreprise, une industrie ou un groupe d'industries pour lesquels elle indique l'ensemble des achats extérieurs qui peuvent d'ailleurs être présentées de façon plus ou moins détaillée. On aboutit ainsi à un tableau dont voici un exemple pris dans la comptabilité nationale polonaise:¹

¹ *Dochod Narodowy Polski 1947*, p. 24 (10).

(v. ci-contre tableau XIII)

Evidemment, pour être vraiment utile à la planification, le tableau doit comporter une ventilation beaucoup plus précise, et cela aussi bien en ce qui concerne les coûts des différents 'inputs' qu'en ce qui concerne la nomenclature des industries utilisatrices, de façon à rejoindre les balances-matières, d'une part, et les coefficients techniques d'utilisation des différents matériaux, d'autre part. Mais, même sous la forme simplifiée donnée ci-contre, il fournit un moyen commode de passage vers les balances du revenu national et la comptabilité financière.

2. Les balances du Revenu National

Le revenu national est obtenu le plus facilement à partir du produit global par soustraction des coûts matériels. Conformément à la terminologie marxiste, le produit global est égal à la somme des moyens de production utilisés dans le processus productif et de la plus-value 'm' provenant du surtravail de l'ouvrier. Les moyens de production utilisés étant eux-mêmes le capital constant 'c' égal à l'ensemble des coûts matériels de production et le capital variable 'v', égal au coût de la force de travail, le produit global 'P' est :

$$\begin{aligned} P &= c + v + m && \text{et le revenu national 'R':} \\ R &= P - c && \text{d'où} \\ R &= v + m \end{aligned}$$

où v représente le salaire et les versements aux assurances sociales, tandis que m est la plus-value absorbée par l'Etat (au moyen de l'impôt sur le chiffre d'affaires) et par les entreprises (sous forme de profits).

Ainsi obtenons-nous une première balance du revenu national, balance qui, dans la terminologie marxiste, porte le nom de répartition primaire du revenu national.

La répartition secondaire du revenu national s'effectue dans le cadre plus large des transactions portant sur l'ensemble des éléments du produit global et du budget de l'Etat. Elle fait l'objet des balances spéciales du plan financier. Nous l'examinerons donc dans la section suivante.

Le revenu national lui-même donne lieu à une seconde ventilation importante qui est la ventilation par emplois du produit net qu'il représente.

TABLEAU XIII
Coûts matériels de l'industrie en millions de zlotys 1937

1	Total	Energie, combustibles, matières, mater.		Transport		Communica-tions		Réparations		Amortisse-ment		Autres coûts matériels	
		millions de zlotys	% du total	millions de zlotys	% du total	millions de zlotys	% du total	millions de zlotys	% du total	millions de zlotys	% du total	millions de zlotys	% du total
		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
1. Industrie total													
2. Energie électrique													
3. Charbon													
4. Comb. liquides													
5. Sidérurgie													
6. Métallurgie													
7. etc.													

TABLEAU XIV

Repartition primaire du revenu national

Revenu national par formes de propriété et branches productives	<ol style="list-style-type: none"> 1. Revenus des travailleurs de la production matérielle: <ul style="list-style-type: none"> salaires des ouvriers et employés revenus des kolkhosiens revenus des artisans coopérateurs revenus des petits producteurs individuels 2. Profit des entreprises d'Etat, des kolkhoses et des coopératives artisanales 3. Impôt sur le chiffre d'affaires 4. Revenu des organisations commerciales 5. Revenu des institutions de crédit
---	--

TABLEAU XV

Les emplois du revenu national

Revenu national	<ol style="list-style-type: none"> 1) Fonds de consommation: <ul style="list-style-type: none"> a) Individuelle b) Collective 2) Fonds d'accumulation <ul style="list-style-type: none"> a) Fonds fixes des entreprises b) Fonds de roulement des entreprises c) Réserves d'Etat d) Réserves du Conseil des Ministres
-----------------	---

Cette ventilation est particulièrement importante du point de vue de l'orientation générale de la planification et de l'observation du rythme de l'industrialisation.

3. *Les balances des recettes et des dépenses de l'économie nationale (ou plan financier global)*

Ces balances ont essentiellement pour but de rendre possible le contrôle de l'équilibre financier de la nation. Elles s'attachent donc à mettre en évidence les recettes et les dépenses des unités économiques qui composent la nation et qui sont réparties en 5 groupes:

- 1° — les entreprises et les autres organisations économiques d'Etat;
- 2° — les offices et les autres organisations d'Etat financées directement par le budget;
- 3° — les coopératives;

- 4° — Les banques en tant qu'organismes fournisseurs de crédit et de monnaie;
 5° — la population.

A. La balance des recettes et des dépenses des entreprises et autres organisations économiques d'Etat

Cette balance est établie par les ministères pour les entreprises nationales et par les comités exécutifs régionaux pour les entreprises d'intérêt régional ou local. Elle consiste à exprimer en valeur les données physiques contenues dans les plans d'investissement, de production, de coûts matériels et de main-d'oeuvre, compte-tenu du principe de la réduction continue du prix de revient dont l'application est sévèrement contrôlée.

TABLEAU XVI
Balance des recettes et des dépenses d'un ministère industriel pour l'année 1952

Recettes	Millions de roubles
1. Recettes provenant de la réalisation de la production des entreprises, dont:	
a) profit de l'activité principale	
b) profit de l'utilisation des déchets	
c) impôt sur le chiffre d'affaires	
2. Revenus des organisations d'approvisionnement, dont le profit	
3. Recettes provenant des ventes au détail et restaurants dont:	
a) profit	
b) impôt sur le chiffre d'affaires	
4. Recettes provenant de la location des logements et des services à la consommation (blanchisseries, etc. . . .)	
5. Profit des organisations auxiliaires de construction et de montage	
6. Profit des travaux d'investissements réalisés par les moyens propres	
7. Economies provenant de la réduction du prix de revient des travaux réalisés par les moyens propres	
8. Accroissement des passifs permanents (c'est-à-dire des encaisses que l'entreprise maintient pour effectuer ses paiements des salaires et autres)	
9. Recettes de la réalisation des actifs usés	
10. Excédents des moyens de roulement au début de l'année	
11. Amortissements des fonds fixes des organisations de construction et de montage subordonnées	
Total pour l'activité économique	
12. Versements des parents pour l'entretien des jardins d'enfants	
13. Recettes extra-budgétaires des offices financés par le budget	
14. Recettes des contrats de travaux de recherches pour le compte d'autres ministères	
Total général des recettes	

Dépenses

1. Charges d'exploitation des entreprises	
2. Dépenses de circulation des organisations d'approvisionnement	
3. Charges des organisations d'approvisionnement ouvrier	
4. Accroissement de la norme des moyens propres de roulement:	
a) des entreprises	
b) des organisations d'approvisionnement ouvrier	
c) des organisations d'approvisionnement	
d) des organisations de construction et de montage	
5. Paiement des primes supplémentaires	
6. Versements au fonds du directeur de l'entreprise	
7. Versements au fonds social	
8. Investissements	
9. Mobilisation des réserves internes (-) ou complément des moyens de roulement (+) dans la formation du capital	
10. Investissements décentralisés	
11. Réparations capitales	
12. Gestion des logements et services à la consommation	
13. Dépenses entraînés par les inventions	
	<hr/>
Total pour l'activité économique	
14. Dépenses pour la préparation des cadres	
15. Dépenses pour offices et activités de recherche	
16. Dépenses d'entretien des jardins d'enfants	
17. Dépenses administratives du ministère	
	<hr/>
Total des dépenses	
dont dépenses à couvrir par l'affectation des recettes propres du ministère:	
a) travaux d'investissement financés par les amortissements	
b) réparations capitales financées par les amortissements	
c) préparation des cadres	
d) recherche scientifique relative au prix de revient de la production	
	<hr/>
Total après déduction des dépenses à couvrir par l'affectation des recettes propres	
Excédent des recettes sur les dépenses	
<i>Relations avec le budget</i>	
	I — Versements au budget
1. Impôt sur le chiffre d'affaires	
2. Déductions sur les profits (impôts directs)	
3. Prélèvement du surplus des moyens de roulement propres	
	<hr/>
Total des versements au budget	
	II — Assignations budgétaires
1. Pour l'accroissement des moyens de roulement propres	
2. Pour le paiement des primes supplémentaires	
3. Pour les dépenses sur inventions	
4. Pour les investissements	
	<hr/>
Total pour l'activité économique	
5. Pour l'éducation	
6. Pour les dépenses administratives du ministère	
	<hr/>
Total des assignations budgétaires	
Excédent des versements au budget sur les assignations budgétaires	<hr/>

Comme toutes les autres balances, elle est établie pour l'année écoulée (sur la base des données comptables effectives des entreprises) et pour l'année planifiée (sur la base des directives générales du gouvernement quant aux plans d'amortissement, de production, etc. . . .).

Le schéma de cette balance pour un ministère industriel, suivant Rowinski,¹ se trouve ci-dessus (Tableau XVI). Elle contient non seulement les entreprises, mais toutes les organisations économiques qui dépendent du ministère.

Pour les entreprises d'intérêt régional ou local, des balances analogues, mais beaucoup plus simples, sont établies par les comités exécutifs des régions.

Des schémas spéciaux sont prévus pour les sovkhoses, les organisations commerciales d'Etat, les organisations communales, les Ponts et Chaussées.

Nous n'avons pas la possibilité d'analyser ici en détail tous les postes de la balance citée. Nous n'insisterons donc que sur un point, particulièrement caractéristique pour toutes les unités économiques qui font partie du groupe auquel se rapporte la balance: le fait que ces unités jouissent de l'autonomie comptable et peuvent réaliser des profits dont une partie seulement est reversée au budget de l'Etat. Ces profits se répartissent en deux catégories: les profits planifiés et les profits extra-planifiés. Les profits planifiés peuvent être calculés à l'avance par la formule:

$$P=R-C-I$$

où P=profit planifié;

R=recette planifiée sur la base du plan de production et du prix de gros fixé par l'Etat;

C=prix de revient commercial planifié sur la base des coûts matériels et des coûts main-d'oeuvre, établis d'après les normes moyennes progressives;

I=impôt sur le chiffre d'affaires.

Le profit extra-planifié est réalisé par la réduction du prix de revient au-dessous du niveau du prix de revient planifié.

A l'opposé des organisations économiques d'Etat jouissant de l'autonomie comptable et intéressées à la bonne gestion des moyens de production qui leur sont confiés par une participation au profit, les offices et les administrations d'Etat sont financés

¹ Vol. I, p. 92 (41).

entièrement par le budget de l'Etat qui couvre toutes leurs dépenses et qui encaisse tous leurs revenus.

B. *Le budget de l'Etat*

Le projet du budget de l'Etat est établi en même temps que le projet du plan économique national. Il est d'ailleurs intimement lié au plan économique, puisque les entreprises d'Etat fournissent plus de 84 % des recettes budgétaires.

Voici un schéma simplifié de budget.¹

(voir tableau xvii ci-contre)

C. *Les balances des recettes et des dépenses des Coopératives*

Parmi les coopératives soviétiques, la première place revient aux coopératives agricoles de production. Nous nous limiterons donc à l'exemple de la balance des kolkhoses.

(voir tableau xviii ci-contre)

D. *Les plans de crédit et de caisse du système bancaire*

Le rôle des banques dans le système financier et monétaire ne tient pas à leurs recettes et dépenses de fonctionnement, mais au crédit qu'elles accordent et aux remboursements de dépôts qu'elles reçoivent.

De ce point de vue, il y a lieu de distinguer entre la monnaie scripturale qui assure la majeure partie de la circulation entre les organisations, et le numéraire qui n'est en principe utilisé par les organisations d'Etat et les coopératives que pour les règlements avec la population. Les règlements monétaires entre organisations ne peuvent s'effectuer à l'aide de numéraire que jusqu'à concurrence de 1.000 roubles.

La monnaie scripturale est mise en circulation sous forme de crédit à long terme qui finance les fonds fixes, et de crédit à court-terme qui finance les fonds de roulement de l'économie nationale. Le crédit à court terme, qui est administré par la banque d'Etat, ne doit pas dépasser douze mois. Le crédit à long terme est géré en URSS par plusieurs banques spécialisées. Dans les démocraties populaires, il est distribué généralement par les Banques d'Investissement uniques. Le crédit à moyen terme est assuré, en URSS, par la Prombank.

Le crédit n'est pas gratuit. En URSS le taux de l'intérêt pour les prêts à long terme est de 1 à 3 %, celui des prêts à court

¹ Rovinsky, p. 47 et 70 (41).

TABLEAU No. XVII
Budget de l'Etat pour l'année 1951 en milliards de roubles

I. Recettes	Budget fédéral	Budgets d'Etat des Républiques			Budget d'Etat de l'URSS
		Budgets des Républiques	Budgets locaux	Total	
Total des recettes	361.2	30.2	67.3	97.5	458.7
dont:					
Impôt sur le chiffre d'affaires	220.7	10.3	13.7	24.0	244.7
Déduction des profits	33.1	7.7	6.4	14.1	47.2
Revenus des Stations Mach. et Tracteurs	3.0	0.7	1.5	2.2	5.2
Impôts sur les entreprises et organisations	2.2	0.5	4.9	5.4	7.6
Impôts sur la population	23.0	2.1	18.3	20.4	43.4
Emprunts d'Etat	20.8	2.5	10.1	12.6	33.4
Recettes des assurances sociales d'Etat	21.1	—	—	—	21.1
Impôts et collectes locales	—	—	7.2	7.2	7.2
Revenus des propriétés des soviets locaux	—	—	1.2	1.2	1.2
Revenus des forêts	0.66	0.22	0.64	0.66	1.3
Report des recettes antérieures utilisables à la couverture des dépenses	—	0.58	1.39	1.97	1.97
II. Dépenses					
Total des dépenses	354.0	30.2	67.3	97.5	451.5
dont:					
Financement de l'économie nationale	157.2	12.5	8.8	21.3	177.5
Services sociaux et culturels	55.0	13.9	51.9	65.8	120.8
Administration et justice	5.3	3.2	5.8	9.0	14.3
Défense nationale	96.4	—	—	—	96.4

JAN MARCZEWSKI

TABLEAU XVIII

Balance des recettes et dépenses des kolkhozes¹

Recettes	Dépenses
I. Provenant de la vente de la production agricole:	I. Impôts, primes d'assurance et taxes:
1. A l'Etat, au titre des livraisons obligatoires et en vertu des contrats	1. Impôt sur le revenu
2. Aux coopératives	2. Primes obligatoires d'assurance
3. Sur le marché kolkhozien	3. Primes relatives à l'assurance facultative
Total pour la production agricole	4. Autres impôts et taxes
II. Provenant de la vente des produits de l'élevage:	Total des impôts, primes d'assurance et taxes
1. A l'Etat, au titre des livraisons obligatoires et en vertu des contrats	II. Remboursement de prêts à long terme accordés par la Banque agricole pour les investissements
2. Aux coopératives	III. Dépenses pour les besoins de la production
3. Sur le marché kolkhozien	IV. Dépenses administratives et de gestion.
Total pour l'élevage	V. Prélèvement pour besoins culturels
Total de la vente des produits agricoles (I+II)	VI. Dotation du fonds indivisible
III. Provenant de la vente de la production des entreprises auxiliaires	VII. Total des dépenses, des prélèvements et dotations (I—VI)
IV. Provenant des rémunérations reçues de l'extérieur	VIII. Reste à répartir entre les membres des kolkhozes, dont:
V. Revenus d'autres origines	a) versements d'avances pendant l'année courante plus:
VI. Total général	IX. Versements aux membres des kolkhozes pour solde de tout compte au titre de l'année précédente
	X. Total des versements aux membres des kolkhozes au cours de l'année (VIII+IX)

terme de 4%. Cependant le financement des fonds fixes des entreprises d'Etat s'effectue actuellement au moyen de dotations budgétaires. Les crédits à long terme ne financent donc que les fonds fixes des coopératives.

Le financement onéreux des investissements est justifié par la nécessité d'éviter le gaspillage des ressources rares par des immobilisations excessives. Pour cette même raison, les entreprises et les organisations reçoivent un certain intérêt (3,5% pour les kolkhozes, 1,5% pour les autres), sur leurs moyens de roulement déposés dans les banques.

Les opérations de crédit font l'objet des plans de crédit à

¹ Margolin, p. 56 (27).

long et à court terme. Ces plans, établis en liaison avec le plan économique national et le plan des investissements, prévoient le volume et la destination des prêts à accorder, ainsi que les sources de leur financement. Voici par exemple le plan de crédit de la Selkhozbank qui finance les investissements à long terme des kolkhoses.¹

TABLEAU XIX

Plan de crédit à long terme de la Selkhozbank

<i>Source des crédits</i>	<i>Destination des crédits</i>
1. Moyens liquides au début de l'année planifiée	1. Crédits à long terme à la production dont :
2. Remboursement des prêts	a) des kolkhoses
3. Accroissement des dépôts à long terme des kolkhoses	b) pour les aménagements
4. Autres ressources	c) aux kolkhoziens pour la construction de maisons d'habitation
5. Dotations du budget pour le renforcement des ressources du crédit	d) aux ouvriers, employés et spécialistes vivant à la campagne pour la construction de maisons d'habitation
	e) réserves
	2. Moyens liquides pour la fin de l'année planifiée

La plan de crédit de la Banque d'Etat comprend tous les aspects de l'activité de cette banque, et notamment les opérations de crédit à court terme, l'émission des billets, les relations avec le budget et avec les autres instituts de crédit. Il est élaboré trimestriellement en liaison avec les plans de production, de répartition du revenu national, du mouvement des marchandises et avec le budget d'Etat.

En établissant son plan des opérations de crédit, la Banque d'Etat vérifie la régularité de l'utilisation par les organisations économiques de leurs moyens propres et de leurs épargnes, la correspondance de l'accroissement des moyens de roulement de ces organisations avec le développement de leur activité et les sources de cet accroissement. D'autre part, elle contrôle la correspondance des crédits relatifs aux objectifs particuliers avec les besoins réels, en tenant compte des objectifs généraux du plan de production, de leur réalisation, de l'importance des stocks, de la vitesse de rotation des stocks, etc. . . . Elle s'efforce d'éliminer l'accumulation inutile des valeurs créditées et le ralentissement de la rotation des moyens de roulement. Enfin,

¹ Rovinsky, p. 336 (41).

elle ne perd pas de vue la nécessité d'une répartition proportionnelle et efficace des moyens rares sur le plan national.

Le but principal auquel doit répondre le plan de crédit de la Banque d'Etat est d'assurer la coordination des flux monétaires et des flux réels. Cette coordination se réalise dans la mesure où l'émission des crédits s'effectue au même rythme que l'émission des flux réels sous forme de biens et services, et dans la mesure où à tout arrêt du flux réel (stockage, accroissement des fonds fixes ou des fonds de roulements) correspond un arrêt équivalent du flux des crédits (accroissement des dépôts dans les banques ou thésaurisation des billets). D'autre part, le rythme de remboursements des crédits doit correspondre au rythme des ventes au consommateur final dans le cas des biens de consommation, et au rythme de l'usure dans le cas des biens durables de production.

Le plan du crédit de la Banque d'Etat ne peut répondre à ces exigences que d'une façon incomplète. Tout d'abord, il ne saisit le mouvement des crédits qu'à des intervalles de trois mois. Il ne rend donc pas compte de tout ce qui se passe au cours même du trimestre. A cette première objection, on peut répondre cependant que les règles très sévères qui président à l'octroi et à l'utilisation des crédits, ainsi que la rigidité des prix des facteurs et des biens, devraient normalement suffire à combler cette lacune du plan de crédit. Une objection plus grave consiste à constater que le plan de crédit, satisfaisant en ce qui concerne le mouvement de la monnaie scripturale dans la sphère intérieure de la production et de l'administration, est absolument inopérant en ce qui concerne le mouvement des espèces dans la sphère de consommation. En effet, tout ce que peut faire le plan de crédit, c'est, d'une part, de contrôler étroitement le parallélisme de l'émission monétaire avec les prestations de services par la population et, d'autre part, le parallélisme des remboursements des crédits à court terme avec les ventes aux consommateurs. Or, entre ces deux points du circuit monétaire, bien des choses graves peuvent se produire, qui mettent en danger l'équilibre, non seulement financier, mais même économique de la nation. En effet, c'est entre ces deux points que s'effectue la rencontre du flux des biens de consommation avec les revenus et, ce qui est plus grave encore, c'est aussi entre ces deux points qu'a lieu la rencontre du secteur socialisé avec le secteur petit-marchand (kolkhosiens en tant que producteurs individuels et

TABLEAU XX

Plan de crédit à court terme de la Banque d'Etat pour la 2^o trim

	Plan pour le 1-er trimestre	Exécution probable pour le 1-er trimestre	Plan pour le 2-e trimestre	Modification pendant le trim (+, -)
<i>Sources du crédit</i>				
Moyens liquides au début du trimestre (1 avril)				
Accroissement des dépôts des organisations économiques et autres				
Accroissement des réserves du Budget d'Etat et des ressources des institutions de crédit				
Remboursement des crédits				
Accroissement des fonds propres de la Banque				
Emission monétaire				
<i>Destination du crédit</i>				
Prêts sur valeurs matérielles et pour charges saisonniers				
Prêts sur valeurs en règlement				
Prêts pour besoin temporaires				
Prêts sur stocks excédentaires				
Moyens liquides pour la fin du trimestre				

Tableau XX (voir ci-centre).

JAN MARCZEWSKI

223

paysans ou artisans individuels encore nombreux dans les démocraties populaires). Un déséquilibre entre le flux des biens de consommation fabriqués par le secteur socialisé et le flux des revenus monétaires de la population provoque nécessairement des troubles dans la distribution de ces biens (files d'attente, marché noir, nécessité de rationnement ou au contraire mévente des produits) qui sont toujours extrêmement préjudiciables à la productivité nationale et au bien-être de la population. D'autre part, l'insuffisance de l'offre du secteur socialisé, par rapport au revenu disponible de la population, libère une quantité plus grande du pouvoir d'achat pour l'acquisition des produits du secteur petit-marchand urbain et surtout rural. Ce fait provoque la hausse des prix sur le marché libre (kolkhozien en URSS), diminue les stimulants de la différenciation des salaires, provoque un mécontentement dans les villes. Il renforce les éléments capitalistes des campagnes, si le secteur socialisé est à même de répondre à la demande accrue en biens industriels de la part des campagnes, ou, dans le cas contraire, décourage la productivité agricole et diminue l'approvisionnement des villes en denrées alimentaires indispensables.

Le maintien de l'équilibre entre les flux des biens de consommation et les flux des revenus monétaires disponibles de la population constitue donc une tâche de première importance. Cependant la réalisation de cet équilibre sur le plan global de la production et des revenus, tout en étant nécessaire, n'est pas suffisante. Il faut que cet équilibre soit également réalisé, au moins approximativement, sur le plan de la répartition territoriale des marchandises et des revenus, sur le plan de la répartition dans le temps de l'offre et de la demande, et sur le plan qualitatif de l'ajustement de l'assortiment aux préférences des consommateurs.

C'est au plan de caisse de la Banque d'Etat, d'une part, et à la balance des dépenses et des recettes de la population, d'autre part, qu'appartient le rôle complexe :

- 1° — de l'observation des mouvements des espèces et de leur utilisation par la population :
- 2° — de la prévision de ces mouvements au cours de la période planifiée.

Le plan de caisse est établi trimestriellement sur la base du

plan économique national, du budget, des rapports comptables des ministères et offices et des renseignements propres de la Banque d'Etat. Il doit comprendre les mouvements monétaires de toutes les branches de l'économie nationale. A côté des plans de caisse trimestriels approuvés par le gouvernement, la Banque d'Etat établit des plans de caisse mensuels, qui permettent de tenir compte des modifications conjoncturelles intervenant dans l'exécution du plan économique national.

Le plan de caisse comporte des subdivisions territoriales jusqu'au rayon administratif inclus.

Le plan de caisse donne toutes les opérations en espèces qui s'effectuent, d'une part, entre la Banque d'Etat, les autres organisations d'Etat et les coopératives et, d'autre part, entre l'Etat et la population. Ces dernières opérations représentent environ 98 % du plan de caisse.

Voici le schéma du plan de caisse suivant Ikonnikov:¹

(voir ci-contre tableau XXI)

Le poste principal des Recettes du plan de caisse est représenté par les recettes du commerce de détail. L'observation quotidienne de la réalisation du plan du trafic commercial donne la possibilité de déterminer assez exactement l'importance quantitative de ce poste et ses variations probables dans le temps. Un contrôle sévère des organisations de vente, des restaurants et des cantines assure le versement ponctuel des recettes à la Banque d'Etat.

Les salaires forment 80 % environ du montant total des dépenses en numéraire. Aussi, le contrôle de l'utilisation du fond des salaires par les entreprises est-il une des préoccupations essentielles de la Banque d'Etat. Celle-ci ne délivre aux entreprises les moyens de paiement nécessaires qu'après avoir vérifié l'exécution du plan de production et compte tenu du principe de l'accroissement continu de la productivité.

E. Les balances des revenus et des dépenses de la population

Le plan de caisse de la Banque d'Etat donne la valeur totale, répartie géographiquement, des espèces à remettre à la population au cours de la période planifiée, ainsi que la valeur totale des biens de consommation qui seront offerts à la population des régions géographiques correspondantes, en vertu du plan de production et du trafic commercial.

¹ Ikonnikov, p. 305 (11).

TABLEAU XXI

Le plan de Caisse de la Banque d'Etat

Recettes	Dépenses
Recettes du commerce de détail Versements au compte des kolkhozes Recettes des transports par fer, par eau et par air Recettes des transports locaux Loyers et paiement des services communaux Recettes des entreprises de spectacles Recettes des services à la consommation Versements des impôts et taxes Encaissements au titre des emprunts d'Etat Versements des Caisses d'épargne Versements des organismes des P.T.T. Encaissements divers	Salaires Remboursements de dépôts à la population Remboursements des dépôts des kolkhozes Paiement des produits agricoles collectés Paiement des collectes non-agricoles Paiement des pensions, allocations et indemnités des assurances Octroi des prêts pour construction individuelle des maisons et installations domestiques Frais d'administration courante et dépenses diverses Approvisionnement en numéraire des caisses d'épargne Approvisionnement en numéraire des organismes des P.T.T.
Total Solde en caisse au début de la période planifiée Versements du fonds de réserve à la caisse courante Balance	Total Solde en caisse à la fin de la période planifiée Versements de la caisse courante au fond de réserve Balance

Ces indications, pour précieuses et indispensables qu'elles puissent être, ne suffisent cependant pas pour assurer, dans l'espace et dans le temps, l'équilibre entre l'offre et la demande des biens de consommation. Cet équilibre suppose de plus l'ajustement de l'offre aux préférences solvables des consommateurs. Il s'agit donc de construire un instrument qui permette d'estimer à l'avance, quantitativement et qualitativement, la demande effective des consommateurs en fonction de leurs revenus disponibles, tout en se réservant la possibilité de procéder à l'ajustement, soit par des modifications de l'offre, soit par des modifications du revenu disponible, soit enfin par des modifications des prix de détail.

C'est précisément là le but de la balance des revenus et des dépenses de la population, qui, comme toutes les autres balances, s'établit pour le passé, le présent et l'avenir.

(voir tableau XXII ci-contre)

TABLEAU XXII

Balance des revenus et des dépenses monétaires de la population¹

Revenus monétaires	Dépenses monétaires
<p><i>A. Versements des entreprises, des services d'Etat et des services coopératifs</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Salaires et revenus des membres des coopératives artisanales de production 2. Recettes monétaires des kolkhoziens suivant les trou-dodni et autres paiements obtenus dans les kolkhozes 3. Produit de la vente de la production agricole à l'Etat et aux coopératives 4. Pensions et allocations 5. Bourses 6. Versements monétaires du système financier (lots et intérêts des emprunts, indemnités d'assurance, prêts pour la construction des maisons) 7. Revenus monétaires divers 	<p><i>A. Dépenses effectuées dans les entreprises, les services d'Etat et les services coopératifs, épargnes</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Achat de marchandises dans le commerce d'Etat et coopératif (y compris les cantines, restaurants, etc. . . .), dans les kolkhozes et les sovkhoses 2. Paiement des services et autres dépenses dont: <ol style="list-style-type: none"> a) loyer et paiement des services communaux b) frais de transport et de correspondance c) paiements des services courants d) dépenses pour cinémas, théâtres et autres spectacles e) dépenses pour séjours dans les sanatoria et maisons de repos, crèches, jardins d'enfants, camps de pionniers f) paiement de services divers 3. Paiements obligatoires et volontaires (impôts et taxes, primes d'assurance, cotisations) 4. Epargne (versements sur emprunts, accroissement du solde des dépôts dans les caisses d'épargne et à la Banque d'Etat)
<i>Total de la Section A.</i>	<i>Total de la Section A.</i>
<p><i>B. Recettes provenant de la vente des marchandises et de la prestation de services à la population</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Recettes de la vente des marchandises sur le marché kolkhozien 2. Revenus des artisans individuels et autres revenus 	<p><i>B. Dépenses pour achats de marchandises à la population et paiement de services de particuliers</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Achat de marchandises sur le marché kolkhozien 2. Achats divers à la population et paiement de services de particuliers
<i>Total de la Section B.</i>	<i>Total de la Section B.</i>
Total des revenus A+B. Diminution des encaisses de la population	Total des dépenses A+B. Accroissement des encaisses de la population

Les balances de ce genre sont établies séparément pour la population urbaine et pour la population rurale, avec répartitions territoriales et par classes sociales. Les balances prévisionnelles portent, comme les plans de production, sur des périodes de 5 ans, 1 an et un trimestre.

¹ Suivant Ikonnikov, p. 296 (11) et Margolin, p. 40 (26).

Les deux sections A du tableau décrivent les relations monétaires entre la population et les organisations d'Etat ou coopératives. En ce qui concerne le passé, ces relations peuvent être connues avec une grande précision grâce à la comptabilité des organisations socialisées. En ce qui concerne l'avenir, les revenus sont essentiellement fonction du plan de production et de productivité. Parmi les dépenses, les impôts peuvent également être déterminés en fonction de ces plans. Au contraire, les achats de la population et son épargne doivent faire l'objet d'analyses statistiques fondées sur l'observation des budgets familiaux, d'une façon tout à fait analogue à celle qui est pratiquée à l'Occident.

L'excédent des revenus de la section A sur les dépenses de cette même section donne le revenu disponible sur le marché libre (kolkhozien en URSS). A ce revenu s'oppose une offre dont l'évaluation ex ante présente des difficultés et des aléas analogues à ceux qui sont familiers aux comptables nationaux de l'Occident. Une différence notable apparaît cependant: dans l'économie de type soviétique, il est possible de déterminer avec précision le montant des encaisses liquides de la population, ce qui facilite énormément l'évaluation des tensions susceptibles de se produire sur le marché des biens de consommation. D'autre part, la connaissance exacte du volume des ventes (les ventes sur le marché kolkhozien font également l'objet d'un enregistrement statistique étendu) et des prix permet de procéder à des études variées de l'élasticité de la demande par rapport aux prix et par rapport au revenu, élasticité qui peut être spécifiée par régions et par classes sociales. Le remarquable ouvrage de Margolin (27) nous en donne quelques exemples (v. page 73 de la traduction française).

Le rôle de la balance des revenus et des dépenses de la population dans les économies de type soviétique est absolument fondamental. Ce rôle diffère d'ailleurs suivant le caractère général des objectifs poursuivis par le planificateur.

Si ces objectifs accordent la priorité à la production des biens de production et d'armement (ce qui semble avoir été le cas jusqu'ici), la balance des revenus et des dépenses de la population sert à enregistrer les déséquilibres qui peuvent en résulter sur le marché des biens de consommation. Elle permet alors au gouvernement de prendre à l'avance les dispositions nécessaires pour remédier à ces déséquilibres, par l'emploi séparé ou simultané de mesures telles que:

- 1° — révision du plan en faveur de la production des biens de consommation;
- 2° — augmentation des prix par le relèvement de l'impôt sur le chiffre d'affaires (ou au contraire diminution des prix, si le rapport entre les revenus et les biens de consommation est favorable);
- 3° — diminution du revenu disponible par le relèvement des impôts directs, placement des emprunts obligataires, révision des normes, etc. . . .
- 4° — confiscation d'une partie du pouvoir d'achat excédentaire au moyen des réformes monétaires.

Si, au contraire, les objectifs du plan accordent une priorité incontestable à la production des biens de consommation, le rôle de la balance des revenus et des dépenses de la population devient encore plus important. Cette fois, elle est appelée non seulement à enregistrer les *conséquences* d'un plan de production, élaboré tout d'abord en termes physiques, sans à appeler l'attention du planificateur sur certains ménagements nécessaires, mais elle devient l'instrument conducteur de toute la planification.

C'est, en effet, à partir de la balance des revenus et des dépenses de la population, calculée compte tenu de l'accroissement de la population, de sa composition professionnelle et de ses préférences, que devrait être déterminée la composition quantitative et qualitative de la demande finale. La demande finale ainsi calculée servirait de variable indépendante dans le système des relations technico-économiques représentant la répartition des ressources productives. Etant donné le caractère limité de ces ressources, il serait probablement nécessaire d'adopter le système soviétique des chaînes conducteurs, c'est-à-dire de commencer le calcul par les besoins les plus urgents. La hiérarchie des besoins sur le plan social semble pouvoir être déterminée objectivement en commençant par les produits demandés par toutes les catégories de revenus et en assurant complètement leur production avant de passer à l'évaluation des besoins moins universels. En procédant ainsi par tranches successives de besoins, on arriverait, après quelques ajustements pour les goûts d'étrangement partels, à distribuer toutes les ressources productives disponibles. Afin de ne pas sacrifier l'avenir au présent, l'ajustement devrait s'effectuer tout

d'abord pour une période de plusieurs années, de façon à tenir compte des investissements indispensables. Puis, on procéderait à l'élaboration détaillée des périodes plus courtes.

La pratique des économies de type soviétique n'en est cependant pas encore arrivée à ce stade. Pour le moment, les balances des recettes et des dépenses de la population n'exercent que le rôle secondaire, quoique indispensable, d'instrument de vérification permettant de pallier les déséquilibres provoqués dans le domaine monétaire par le manque de concordance entre la planification des flux réels et les échelles de préférence des consommateurs.

IV. CONCLUSION

Nous disposons maintenant des éléments nécessaires pour tenter un examen d'ensemble du rôle des comptes nationaux dans les économies de type soviétique.

On peut dire sans exagération que, quels que soient les objectifs du plan et quel que soit son caractère, une planification efficace est impensable sans un système largement développé des comptes nationaux.

Ce système doit comporter des comptes rétrospectifs et prospectifs portant sur :

1°) les ressources et les emplois des facteurs productifs exprimés en termes réels;

2°) la répartition du produit global et du revenu national en valeur;

3°) les relations monétaires et financières entre les différents centres de décision.

Chacun de ces trois ensembles exerce une fonction précise à l'intérieur du système général.

Les *comptes des ressources et des emplois des facteurs productifs*, établis en unités physiques, ont pour fonction de rendre possible l'adaptation réciproque des ressources disponibles et des échelles de préférence utilisées par le planificateur. Par le procédé des 'chaînon conducteurs', ils permettent de tenir compte de la hiérarchie des préférences, à la fois en courte et en longue période. Et, puisque ce procédé aboutit à affecter les ressources les plus précieuses de matières et de capitaux aux besoins les plus urgents (ou considérés comme tels par le planificateur), on serait tenté de conclure que l'existence de ces

comptes rend superflues les notions de prix et de taux de l'intérêt, au moins dans la sphère des relations entre les unités productives. En effet, l'emploi d'un système d'équations analogue à celui de Leontief, (mais dans lequel les paramètres a_{ik} seraient variables en fonction des procédés de fabrication utilisés, tandis que les productions X_i seraient considérées comme données chaque fois qu'il s'agirait d'un facteur inextensible, la demande finale elle-même étant représentée par une fonction des quantités produites de biens finals dont il s'agirait de maximiser le volume total), permettrait, théoriquement, de dégager une ou plusieurs combinaisons globales des facteurs assurant, dans des conditions données de ressources, de progrès technique, de période choisie et de préférences, le meilleur usage des facteurs disponibles. Pour qu'il en soit ainsi, il faudrait cependant que l'on puisse vraiment maximiser la fonction représentant la demande finale. Or, s'il est facile de constater qu'un ensemble de biens contenant des quantités plus grandes de tous les biens est préférable à un ensemble en contenant moins, il n'en va pas de même de deux ensembles de biens dont l'un contient des quantités plus grandes de certains biens que l'autre et des quantités plus petites d'autres biens. La hiérarchie rigide des préférences et le procédé des chaînons conducteurs", appliqués en Union Soviétique, ne donnent pas une solution satisfaisante de ce problème. Ils aboutissent à accorder *toujours* la priorité à une demande finale contenant plus de biens prioritaires, *même si le gain en biens prioritaires est payé par le sacrifice de quantités beaucoup plus grandes de biens non-prioritaires*. Seul un système de prix conçu de façon à égaliser les taux marginaux de substitution des différents biens et facteurs permet de résoudre complètement ce problème.

Il faut bien reconnaître que les planificateurs soviétiques se servent effectivement d'un système de prix qu'ils utilisent non seulement dans les relations avec les consommateurs, mais aussi dans les relations entre les unités productrices. Au principe des 'chaînons conducteurs', ils ajoutent l'obligation pour les entreprises de comprimer au maximum leurs prix de revient. En supposant que les prix soviétiques représentent réellement les raretés relatives des biens par rapport aux préférences des planificateurs, on pourrait conclure que le système soviétique aboutit à une utilisation rationnelle des ressources en fonction de ces préférences.

Mais, cette supposition reste encore à démontrer. Il y a là un problème à part, qui n'est pas étranger au problème général des comptes nationaux – puisque ces comptes devraient être utilisés pour établir un système rationnel de prix –, mais qui dépasse nettement le cadre du présent exposé.

Les comptes du produit global et du revenu national, établis en prix courants et en prix comparables, sont des comptes synthétiques, qui ont pour but de contrôler et de planifier les proportions globales de la production et de la répartition du point de vue de la politique choisie. Leur rôle est donc analogue à celui qu'ils jouent à l'Occident, avec cette différence toutefois que, les objectifs de la politique économique étant beaucoup plus vastes et nombreux, le champ de leur application est lui-même beaucoup plus étendu.

Enfin, *les comptes portant sur les relations financières et monétaires* entre les différents centres de décisions ont pour rôle de préserver l'équilibre entre les flux monétaires et les flux réels. Leur rôle est donc analogue à celui des 'budgets économiques nationaux' ou des 'modèles prévisionnels' de type occidental. Ils présentent cependant avec ceux-ci une différence sensible. A l'occident, le budget national, dans la mesure où il intervient effectivement dans la formation de la politique économique, indique les déséquilibres possibles dûs à l'incompatibilité des plans des différents centres de décisions et permet d'envisager des mesures susceptibles d'y remédier. Ces mesures peuvent porter sur des flux monétaires (politique fiscale, financière ou monétaire) ou sur des flux réels (travaux publics, encouragement des investissements ou de la consommation, etc.) Qu'elles soient d'abord monétaires ou d'abord réelles, ces mesures sont généralement de nature à affecter de proche en proche toutes les grandeurs, aussi bien réelles que monétaires, du système économique qui tendra ainsi vers un équilibre nouveau.

Au contraire, dans le système soviétique, le déséquilibre apparaissant dans les comptes financiers et monétaires, et les mesures prises en vue de son élimination, ne doivent pas entraîner nécessairement une modification de grandeurs réelles planifiées. Le planificateur peut procéder au rétablissement de l'équilibre entre les flux réels et les flux monétaires, sans modifier quoi que ce soit dans la planification réelle et par le seul ajustement des flux monétaires. S'il constate, par exemple, un

excédent du pouvoir d'achat de la population sur la valeur des biens disponibles sur le marché, il peut procéder à la réduction de ce pouvoir d'achat (impôts directs, emprunts obligatoires, augmentation de prix, réforme monétaire), sans changer l'aspect réel du plan. Il ne serait, en somme, obligé de modifier le plan que si la population refusait de consacrer son pouvoir d'achat à l'acquisition de certains biens de consommation prévus dans le plan, ou si la disette de biens indispensables dépassait la limite socialement et politiquement acceptable.

Cette indépendance relative de la planification réelle par rapport aux comptes monétaires ne pourra cependant être maintenue indéfiniment, si le développement de l'économie soviétique, ou une modification des priorités retenues par les planificateurs, aboutissent à assurer à la population un niveau de vie nettement supérieur au minimum vital. A ce moment, toute modification importante du revenu disponible de la population sera de nature à transformer profondément la composition d'une partie de la demande en biens de consommation (notamment celle qui correspond aux besoins élastiques), obligeant ainsi le planificateur à reviser les plans de production de ces biens et, par voie de conséquence, les plans de production des biens intermédiaires servant à la fabrication de ces biens de consommation. L'importance des comptes monétaires est donc destinée à s'accroître parallèlement à l'accroissement de la part du produit national réservée au consommateur individuel. Dans une planification orientée entièrement vers la satisfaction des besoins individuels, les comptes monétaires prendraient une place équivalente à celle que tiennent les comptes des ressources et des emplois des facteurs productifs. Cela revient à dire que la demande finale cesserait d'être représentée par un ensemble d'objectifs fixés par le planificateur, pour devenir une fonction psychologique du revenu, celui-ci étant lui-même une fonction de la production. La production serait déterminée par le planificateur en prévision de la demande finale ainsi définie et compte tenu des ressources disponibles. La différence avec les modèles prévisionnels de type occidental se réduirait alors à une cohésion plus grande, dans le système soviétique, de l'appareil productif géré à l'aide des comptes des ressources et des emplois des facteurs productifs.

Il semble donc bien, en dernière analyse, qu'aucune différence conceptuelle profonde ne sépare les comptes nationaux des

économies de type soviétique de ceux des pays occidentaux. L'accent particulier mis dans la comptabilité soviétique sur les comptes en nature n'est qu'un phénomène passager dû essentiellement à la priorité actuelle des investissements sur la consommation. L'insuffisance relative du développement des comptes en nature – dont les tables de Leontief ne sont qu'une première ébauche théorique – dans la comptabilité occidentale est également destinée à disparaître. En vérité, une comptabilité nationale efficace doit accorder une place équivalente à ces deux aspects des comptes nationaux, dont l'un garantit la cohésion de la production et l'autre la liberté de la consommation, dans un monde économique qui ne peut plus être géré par les lois du hasard.

V. BIBLIOGRAPHIE

1. A. Allakhverdian: *Niekotorye Voprosy Teorii Sovetskikh Finansov* (Quelques Problèmes des Finances Soviétiques) – Gosfinizdat, Moscou 1951.
2. Jean Benard: *Revenu National, Produit Brut et Comptabilité Sociale en Economie Socialiste Planifiée* – Problèmes de Planification – Édition S.E.D.E.S., Paris 1951.
3. F. Blinowski: *O Niekotorych Zagadnieniach Plac* (Quelques Problèmes des Salaires) – *Nowe Drogi*, Varsovie 6/1953.
4. N. Bytchek: *Novaia Kniga po Istorii Planirovanja Narodnogo Khoziaistva S.S.S.R.* (Livre Nouveau sur l'histoire de la Planification de l'Économie Nationale de l'URSS) – *Planovoie Khoziaistvo*, Moscou 3/1952.
5. J. I. Calvez: *Le Revenu National Soviétique* – thèse présentée à l'Institut d'Études Politiques, Paris 1952.
6. Jacek Dembowski: *Analiza Bilansow Materjalowych* (Analyse des Balances de Matériaux) – *Gospodarka Planowa*, Varsovie 5/1953.
7. Tadeusz Dietrich: *Budzet Rzeczypospolitej Ludowej na R. 1953* (Le budget de la République Populaire pour 1953) – *Gospodarka Planowa*, Varsovie 5/1953.
8. Maurice Dobb: *Soviet Economic Development since 1917* – Routledge and Kegan Paul Ltd, London 1948.
9. G. Drampian, N. Fedotov: *O Planirovanii Valovoi Produktzii Promyshlennosti v Sopotavimyykh Tsienakh* (De la Planification de la Production Globale de l'Industrie en prix comparables) – *Planovoie Khoziaistvo*, Moscou 1/1952.
10. Główny Urząd Statystyczny: *Dochođ Narodowy Polski 1947* (Le Revenu National de la Pologne 1947) – Ed. de l'Office Central de Statistique de Pologne, Varsovie 1949.
11. V. V. Ikonnikov: *Dieniejnoie Obrachtchenie i Kredit SSSR* (Circulation Monétaire et Crédit en URSS) – Gosfinizdat, Moscou 1952.
12. P. Ivanov: *O Planirovanii Ispolsovania Proizvodstviennykh Mochnostei* (De la Planification des Capacités Productives) – *Planovoie Khoziaistvo*, Moscou No. 4/1949.

13. I. Joffe: Planowanie Produkcji Przemysłowej (La Planification de la Production Industrielle) – trad. du russe, Polskie Wydawnictwa Gospodarcze, Varsovie 1950.
14. M. Kolganov: L'évaluation de Revenu National en Valeurs Invariables – Voprosy Ekonomiki, Moscou 3/4 1937.
15. B. Kourotchenco: Poimosti Ispolzovat Rieservy Proizvodstviennykh Mochnostiei v Promychnennosti (Utiliser Intégralement les Réserves des Capacités Productives dans l'Industrie) – Planovoie Khoziaistvo, Moscou 2/1952.
16. A. Koursky: Balansy Narodnogo Khoziaistva (Les Balances de l'Economie Nationale) – Planovoie Khoziaistvo, Moscou 5/1951.
17. M. Kozin: Materialnyie Balansy i ikh rol v Planirovanii Narodnogo Khoziaistva (Balances des Matériaux et leur Rôle dans la Planification de l'Economie Nationale) – Planovoie Khoziaistvo, Moscou 4/1952.
18. I. M. Krasnolobov: Planirovanie i Utchot Narodnogo Dochoda (Planification et Calcul du Revenu National) – Gosplanizdat, Moscou 1940.
19. P. Krylov: Planirovanie Narodnogo Khoziaistva v Evropeiskikh Stranakh Narodnoi Demokratsii (Planification de l'Economie Nationale dans les Pays de Démocratie Populaire) – Planovoie Khoziaistvo, Moscou 4/1952.
20. W. Leontief: Studies in the Structure of American Economy, Oxford University Press, New York, 1952.
21. W. Leontief: The Structure of American Economy – Oxford University Press, New York, 1951.
22. B. Lipsitz: Puti Ouloutchenia Planirovania Siebiestoimosti Promychnennoi Produktzii (Les Voies d'Amélioration de la Planification du Prix de Revient de la Production Industrielle) – Planovoie Khoziaistvo, Moscou 3/1952.
23. E. Iu. Lokchin: Planirovanie Materialno-Tekhnicheskogo Snabzhenia Narodnogo Khoziaistva S.S.S.R. (Planification de l'Approvisionnement de l'Economie Nationale de l'URSS) – Gospolitizdat, Moscou 1952.
24. E. Lokchin: Raspredielenie Sriedstv Proizvodstva pri Sotzializmie (Répartition des Moyens de Production en socialisme) – Bolchevik, Moscou 2/1952.
25. I. Malyshev: Natzionalnyi Dokhod i ego Ispolzovanie v Sotzialisticheskom Obchtchestvie (Le Revenu National et son Utilisation dans la société socialiste) – Planovoie Khoziaistvo, Moscou 2/1953.
26. N. S. Margolin: Balans Dniejnykh Dokhodov i Raskhodov Nasielenia (La Balance des Revenus et des Dépenses Monétaires de la Population) – Moscou 1951, traduction française dans Statistiques et Etudes Financières, Supplément Finances Comparées, No. 17, 1953, p. 13.
27. N. Margolin: Niekotorye Voprosy Balansa Dniejnykh Dokhodov i Raskhodov Nasielenia (Quelques Problèmes de la Planification des Balances Monétaires des Revenus et des Dépenses de la Population) – Planovoie Khoziaistvo, Moscou 4/1949.
28. Bronislaw Minc: Planowanie Gospodarki Narodowej a Niekotore Zagadnienia Teorji Reprodukcyj (Planification de l'Economie Nationale et certains Problèmes de la Théorie de Reproduction) – Gospodarka Planowa, Varsovie 3/1953.
29. Bronislaw Minc: Zagadnienia Dochodu Narodowego (Problèmes du Revenu National) – Ksiazka i Wiedza, Varsovie 1951.

30. Bronislaw Minc: *Z Zagadnień Bilansu Pienieznych Dochodow i Wydatkow Ludnosci (Problèmes du Bilan des Revenus et des Dépenses Monétaires de la Population)* – *Ekonomista*, Varsovie, II/1952.
31. B. Mirochnitchenko: *Assortiment i Katchestvo Produktzii – Vajniechie Zadania Gosudarstviennogo Plana (Assortiment et Qualité – Problèmes Essentiels du Plan d'Etat)* – *Planovoie Khoziaistvo*, Moscou 3/1952.
32. Office Central de Statistique de l'URSS: *Slovar – Spravotchnik po Sotzialno – Ekonomiticheskoj Statistiki (Dictionnaire – aide mémoire de la Statistique Sociale et Economique)* – *Gosplanizdat*, Moscou 1944.
33. O.E.C.E.: *A Standardised System of National Accounts* – Paris 1952.
34. X: *Ouloutchit Planirovanie Kapitalnogo Stroitelstva (Améliorer la Planification de la Construction Capitale)* – *Planovoie Khoziaistvo*, Moscou 2/1952.
35. M. M. Ousoskin: *Organisatzia i Planirovanie Kredita v S.S.S.R. (Organisation et Planification du Crédit)* – *Gosfinizdat*, Moscou 1951.
36. L. Pietrov: *Stroitelstvo Sotzialisticheskoi Ekonomiki v Stranakh Narodnoi Diemokratzii (Edification de l'Economie Socialiste dans les Pays de Démocratie Populaire)* – *Planovoie Khoziaistvo*, Moscou 4/1949.
37. P. Podchivalenko: *Puti Oukreplenia Khoziaistvennago Raztchota i Finansovogo Kontrola v Stroitelstvie (Les Voies de Renforcement du Calcul Economique et du Contrôle Financier dans la Construction)* – *Planovoie Khoziaistvo*, Moscou 4/1952.
38. Cz. Pradzi: *O Niektorych Zagadnieniach Ustalania Proporcji Gospodarki Narodowej w Polsce Ludowej (Quelques Problèmes de la Fixation des Proportions de l'Economie Nationale en Pologne)* – *Ekonomista*, Varsovie III/1952.
39. P. Pudoviev: *Iz Opyta Planirovania Miestnykh Stroitelnykh Materialov (De l'Expérience de la Planification des Matériaux de Construction Locaux)* – *Planovoie Khoziaistvo*, Moscou 1/1952.
40. Romaniuk: *Hauptgrundsätze des Volkseinkommensberechnung in Polen* – *Statistische Praxis*, Berlin, juin 1953.
41. N. N. Rowinski (ouvrage collectif sous la direction de): *Organisatzia Finansirovania i Kreditovania Kapitalnykh Vlojenii (Organisation du Financement et du Crédit des Investissements)* – *Gosfinizdat*, Moscou 1951.
42. K. Secomski: *System Finansowania Inwestycji w Związku Radzieckim (Le Système du Financement des Investissement en URSS)* – *Ekonomista*, Varsovie, II/1952.
43. A. Sokolov: *Outchebnoie Posobia po Planirovanii Khoziaistva Reyona (Préparation Scolaire de la Planification du Rayon)* – *Planovoie Khoziaistvo*, Moscou 4/1952.
44. K. Sokolowski: *Planowanie terenowe w Z.S.R.R. i Polsce (Planification Territoriale en URSS et en Pologne)* – *Gospodarka Planowa*, Varsovie 4/1953.
45. M. Sonin: *Voprosy Balansa Rabotchei Sily (Questions de la Balance de la Main-d'Oeuvre)* – *Gosplanizdat*, Moscou 1949.
46. M. Stadnik: *Conception et Méthode de Calcul du Revenu National en URSS – Nové Hospodárstvé, Prague, février 1948.*
47. G. Stuvél: *The Exchange Stability Problem* – H. E. Stenfert Kroese's Uitgevers – Maatschappij N.V., Leiden 1950.

48. Jan Szpek: Wnioski do Metodologii Terenowego Planowania Obrotu Towarowego (Propositions sur la Méthode de la Planification Locale du Circuit Commercial) – Gospodarka Planowa, Varsovie 4/1953.
49. J. Tinbergen: Econometrics – George Allen and Unwin Ltd., London, 1951.
50. Roman Zalewski: Uwagi o Sposobie Opracowania Narodowego Planu Gospodarczego w Przemysle (Observations sur l'Elaboration du Plan Economique National dans l'Industrie) – Gospodarka Planowa, Varsovie 4/1953.
51. A. Zvierev: Finansovaia Distziplina i Kontrol Roublem v Narodnom Khoziaistvie S.S.S.R. (La Discipline Financière et le Contrôle par le Rouble dans l'Economie Nationale de l'URSS) – Bolchevik, Moscou 12/1952.
52. A. Zvierev: Gosudarstviennyi Budjet 1952 Goda (Budget de l'Etat 1952) – Planovoe Khoziaistvo, Moscou 2/1952.
53. N. Voznesiensky: Voiennaia Ekonomika S.S.S.R. (L'Economie de Guerre de l'URSS) – Oguiz, Moscou 1948, pp. 64, 177.
54. Albin Wozniakowski: Organizacja Zawierania Umow Planowych (Organisation des Contrats Planifiés) – Gospodarka Planowa, Varsovie 4/1953.
55. I. Wyler: Die Schätzungen des Sowjetrussischen Volkseinkommens – Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik, Bâle, octobre 1951.

VI. LISTE DES TABLEAUX

	<i>Page</i>
1. Tableau synthétique et simplifié de la comptabilité nationale du type soviétique	174
2. Balance territoriale de la jeunesse. Répartition de la jeunesse suivant ses occupations	176
3. Nombre de la main-d'oeuvre employée et besoins complémentaires de main-d'oeuvre par branches et par région	177
4. Compte des besoins complémentaires de main-d'oeuvre dans l'industrie, la construction et le transport de la région	179
5. Compte des besoins en main-d'oeuvre saisonnière	180
6. Compte des dépenses de travail des kolkhoses	181
7. Balance de la main-d'oeuvre dans les kolkhoses	182
8. Balance consolidée de la main-d'oeuvre	184
9. Balance et plan de la répartition de la main-d'oeuvre pour la production industrielle, la construction et le transport, par ministères	185
10. Balance et plan de la répartition des cadres qualifiés	186
11. Plan de recrutement par ministères	187
12. Schéma général d'une balance-matières	194
13. Coûts matériels de l'industrie	213
14. Répartition primaire de Revenu National	214
15. Les emplois du Revenu National	214
16. Balances des recettes et des dépenses d'un ministère industriel	215
17. Budget de l'Etat	219
18. Balance des recettes et dépenses des kolkhoses	220
19. Plan de crédit à long terme de la Selkhozbank	221
20. Plan de crédit à court terme de la Banque d'Etat	223
21. Le Plan de Caisse de la Banque d'Etat	226
22. Balances des revenus et des dépenses monétaires de la population	227

ENGLISH SUMMARY

VII. NATIONAL ACCOUNTS IN PLANNED ECONOMIES OF THE
SOVIET TYPE

This paper attempts to reconstruct out of rather scattered and incomplete materials, the structure and function of national accounts in Soviet Russia, Poland, Czechoslovakia, Hungary, Bulgaria and Rumania. The approach is purely theoretical; it is not intended to give any measure of the gap which certainly exists between theory and practice in the use of national accounts in the countries concerned.

The accounts of the system, which are called 'balances', are divided into two main groups: the balances in physical units, and the balances in monetary terms. All the accounts are established for the last, the present and the planned year. Almost all of them are more or less subdivided on a territorial basis. Some of them are concerned with periods shorter than a calendar year.

1. Balances in physical units

The balances in physical terms are designed to permit the allocation of resources in conformity with the preferences of the planning authority. They are limited explicitly to the most important elements of production: the labour force, fixed capital and the basic raw and semi-fabricated materials which are subject to centralized planning. The allocation of these resources is performed by the so-called 'method of leading chains'.

The high priority objectives of the plan have to receive complete allocation of all necessary direct and indirect resources before the distribution of resources to the other objectives of the final demand. This can be done easily with the help of 'technical economic' coefficients, which, unlike those of the Leontief system, are of an engineering rather than of a statistical type and are established on the basis of the so-called 'mean progressive standards'. The extension of the system over a period of several years ahead gives the possibility of considering long-term investment as a part of the final demand for each of the intermediate years. The investment projects realized at the beginning of each partial period have to be counted among the resources of this period. It is thus possible, at least theoretically, to obtain a distribution of resources which will be technically

consistent over the whole planned period with the objectives chosen.

The question is, however, to determine if the allocation obtained in this way is also economically consistent, i.e. if the preferences of the planner are satisfied at the least real cost. To obtain this last result it would be necessary to possess a system of prices which, in given conditions of technical progress, would reflect exactly the relative scarcities of resources in respect of the demand determined by the chosen scale of preferences. This price system, together with the constraint of maintaining equality between marginal costs and prices, would ensure the optimum allocation of resources for the given set of preferences. There is no doubt that such a system of prices does not exist in the planned economies of the Soviet type. Consequently it can be asserted that, though technically efficient, these economies are unable to obtain a rational allocation of resources, even from the point of view of the official scale of preferences. Practically, this situation means that the first priority objectives will often be realized at an unduly high real cost, leaving to the other components of the final demand an insufficient amount of resources. This is probably the theoretical explanation of some of the most spectacular achievements and deficiencies of the Soviet economies.

2. Balances in monetary terms

The balances in monetary terms are composed of two main groups: the balances of the global product and national income, and the balances of revenue and expenditure. The balances of global product show the distribution of the whole material production (including intermediate goods) among different industries and different uses such as 'means of production' and 'consumable goods'. The means of production include materials consumed in production and materials accumulating in fixed and circulating capital. The balances of national income show the proportions of the net material product allocated to consumption and to net accumulation. They give also the distribution of national income between the wage fund and the surplus value which appears in the form of profits and turnover taxes. The function of the balances of global product and national income is, therefore, to give an overall measure of results obtained in the past or to be obtained in the future and to control the final use of the products obtained.

The balances of revenue and expenditure are designed to preserve the equilibrium between the monetary and the real flows. They are established for government, enterprises and the general population. They are connected with the balances of cash and credit movements. Their rôle is analogous to the rôle of national budgets or short-term models in Western countries. There is, however, an important difference. When a national budget of the Western type shows a possibility of disequilibrium, the actions taken in order to prevent the inflationary or the deflationary gap can be exercised as well on the money flows (monetary, fiscal or financial policy), as on the real flows (public works, variation in investment or in consumption). Whatever they are, the final equilibrium will be obtained through the cumulative adjustments which will spread gradually over the whole economy, affecting both its real and monetary aspects. On the contrary, in the Soviet system the adjustment can, and generally will, be done only on the monetary side without any change in the real planning. When, for instance, the balance of revenue and expenditure of the population shows a dangerous increase in cash, the government has the possibility of reducing this inflationary surplus (increase of the direct or indirect taxes, obligatory loans, 'monetary reform') without any change in the production plan. Even if these deflationary measures are not taken, the cumulative adjustments will be limited to the field of the free kolkhose market. Thus the balances of revenue and expenditure play, or more precisely have been playing until now, a secondary rôle entirely subordinate to the planning in real terms.

This relative independence of the planning in real terms is now gradually being reduced. With the increase in the standard of living, the consumers' preferences are partly shifted towards the goods with a more elastic demand. The planner is no more in a position to sell anything and at any price. As a Soviet writer, Margolin, states, he is now obliged to make a thorough study of consumers' behaviour in order to adjust the consumers' goods production plan to the preferences of the population. The balances of the revenue and expenditure of the population are thus becoming one of the primary components of the general plan.

The gradual increase in the importance of balances of revenue and expenditure in the planned economies of the Soviet type

and the gradual recognition of the necessity to introduce the real flows into accounts of Western countries (input-output analysis) seem to show that, in spite of all the structural differences, the national accounts of the East and the West are converging to a common pattern. This is probably due to the technical conditions of present economic development rather than to similarity of ideas.